

La Société de l'Imprimerie de Québec a le plaisir de publier le 29 Août 1899



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 AOUT 1899.

QUEBEC, SATURDAY, 5th AUGUST, 1899.

### AVIS DU GOUVERNEMENT.

### GOVERNMENT NOTICES.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2125

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 2126

### Proclamation

### Proclamation

Canada  
Province de  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—  
SALUT :

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.  
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

### PROCLAMATION.

### PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIEME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TENTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

**SACHES MAINTENANT QUE**, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

**EN FOI DE QUOI**, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **LOUIS AMABLE JETTÉ**, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

**A** Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce **TROISIÈME** jour de **JUILLET**, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la sixante et troisième.

Par ordre,

**L. G. DESJARDINS,**  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2815

### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de juillet courant, constituant en corporation Dr T. B. DeGrosbois; Noël Beauregard, sellier; Ls N. Levesque, inspecteur d'écoles; Wilfrid Massé, commerçant; J.-Bte Prévost, boucher; Joseph Petit, cordonnier; Romuald Leroux, boulanger; J. H. Poirier, commerçant; Wilfrid Wood, commerçant, du village de Roxton Falls, comté de Shefford, district de Bedford, pour les fins suivantes, savoir: de manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce de bois et autres objets spéciaux de toutes sortes pour fournitures et articles, meubles, chaises, etc., manufacturés en bois et autres substances, sous le nom de "The Roxton Novelty Chair Company," avec un fonds social s'élevant en totalité à quatre mille piastres (\$4,000), divisé en quatre-vingts (80) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet 1899.

2769

**JOS. DUMONT,**  
Assistant Secrétaire suppléant.

No 1050.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

#### AVIS.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Étacher de la municipalité de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, les Nos 450 et 451 de cadastre de la paroisse de Sainte-Scholastique, et les annexer, pour les fins scolaire, à la nouvelle municipalité scolaire de "Mirabel," dans le même comté.

2793

**Now Know Ye**, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on **SATURDAY**, the **NINETENTH** day of the month of **AUGUST** next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

**IN TESTIMONY WHEREOF**, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable **LOUIS AMABLE JETTÉ**, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

**At** Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **THIRD** day of **JULY**, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

**L. G. DESJARDINS,**  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

2816

### Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of July instant, incorporating Dr T. B. DeGrosbois; Noël Beauregard, sadler; Ls N. Levesque, school inspector; Wilfrid Massé, trader, J. Bte Prévost, butcher, Joseph Petit, shoemaker; Romuald Leroux, baker; J. H. Poirier, trader; Wilfrid Wood, trader, of the village of Roxton Falls, county of Shefford, district of Bedford, for the following purposes, to wit: to manufacture, buy, sell and trade in wood and other special objects of all kinds for furniture and articles, furniture, chairs, &c., manufactured of wood and other substances, under the name of "The Roxton Novelty Chair Company," with a capital stock amounting in all to the sum of four thousand dollars (\$4,000), divided into eighty (80) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-eighth day of July, 1899.

2770

**JOS. DUMONT,**  
Acting assistant secretary.

No. 1050.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

#### NOTICE.

*Boundary of school municipalities.*

To detach from the municipality of Sainte-Scholastique, county of Two Mountains, Nos. 450 and 451 of the cadastre of the parish of Sainte-Scholastique, and to annex the same, for school purposes to the new school municipality of "Mirabel," in the same county.

2794

## DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES MINES.

Québec, 1er août 1899.

Avis est par le présent donné que les plans et les livres de renvoi spéciaux du système d'aqueduc et égout du village de Grand'Mère, P. Q., ont été déposés à ce département, et que des copies certifiées en ont été transmises en juillet dernier, aux registrateurs des comtés de Champlain et Saint-Maurice, conformément aux dispositions de l'acte 60 Vict., chap. 78, (Québec.)

2827

S. DUFAULT,  
Assistant commissaire.

No 272.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Paul de l'Île aux Noix", comté de Saint-Jean, la nouvelle paroisse de ce nom, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 18 novembre dernier, 1898. 2813

No 2539.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité d'Upton, dans le comté de Bagot, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité; qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil, que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

P. B. DELABRUERE,  
Surintendant.

Québec, 29 juillet 1899.

2679-2

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL  
DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 12 juillet 1899.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1900, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

2581-4

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.

12 juillet 1899.

2543-4

## DEPARTMENT OF COLONIZATION AND MINES.

Quebec, 1st August, 1899.

Notice is hereby given that the special plans and books of reference of the system of water works and sewers of the village of Grand'Mère, P. Q., have been deposited in this department, and that certified copies thereof have been transmitted in July last, to the registrars for the counties of Champlain and Saint Maurice, conformably to the provisions of the act 60 Vict., chap. 78, (Québec.)

2828

S. DUFAULT,  
Assistant commissioner.

No. 272.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a separate school municipality, under the name of "Saint Paul de l'Île aux Noix", county of Saint John, the new parish of that name, with the boundaries assigned to it by the proclamation of the 18th November last, 1898. 2814

No. 2539.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of Upton, in the county of Bagot, have allowed a year to elapse without having a school in their municipality; whereas they do not carry out the school law and take no steps to have schools according to law; I therefore, give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the lieutenant governor in council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay specified by law.

P. B. DELABRUERE,  
Superintendent.

Quebec, 29th July, 1899.

2680

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE

Ottawa, 12th July, 1899.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1900, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the lieutenant governor of the North West Territories, where they may be seen by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

2582

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at Québec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.Department of Lands,  
Forests and Fisheries.

12th July, 1899.

2544

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

## Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les porteurs qui désirent obtenir ces bills sont obligés de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

## Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam, slide, or other like works; or the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; or the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall deposit with the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers, endoi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éolnae, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la Gazette Officielle de Québec, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. O.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be

à renvoyer soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

2123

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

2124

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

### EUSTIS MINING COMPANY.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de "The Eustis Mining Company" sera tenue dans le bureau de la compagnie, à Eustis, mercredi, le 9e jour d'août 1899.

W. E. C. EUSTIS,  
Président et secrétaire.

Daté à Boston, Mass., E. U., 25 juillet 1899.

2797

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province Québec, pour obtenir une charte constituant les requérants en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Mount Royal Club."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est dans le but d'acquérir terrain et bâtisses dans la cité de Montréal, et y maintenir un club pour les fins d'amusements.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Le Très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal; Honorable George Alexander Drummond; Honorable Louis Joseph Forget; Robert Craik, M. D.; Francis W. Iferstan Thomas; Richard Bladworth Angus; Hugh Montagu Allan; Hugh Andrew Allan; Edward Seabourne Clouston; John Try Davies; Charles Melville Hays; George Robertson Hooper; Henry Vincent Meredith; Hartland St. Clair Macdougall; William Molson Macpherson; William Watson Ogilvie; Hugh Patton; James Ross et Henry Stikeman, tous de Montréal.

6° Les très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross et Henry Stikeman seront les premiers directeurs.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 27 mars 1899.

2303

## Miscellaneous Notices

### EUSTIS MINING COMPANY.

The annual general meeting of the shareholders of the Eustis Mining Company will be held in the office of the company, at Eustis, on Wednesday, the 9th day of August, 1899.

W. E. C. EUSTIS,  
President and secretary.

Dated at Boston, Mass., U. S., 25th July, 1899.

2798

Notice is hereby given that within one month from the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the granting of a charter to the applicants constituting them a body politic and corporate.

1. The corporate name shall be the Mount Royal Club.

2. The object for which the incorporation is sought is for the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal, and maintaining thereon a club for the purposes of recreation.

3. The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

4. The proposed amount of its capital stock is one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full with the addresses and calling of the applicants are as follows:

The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal; Honorable George Alexander Drummond; Honorable Louis Joseph Forget; Robert Craik, M. D.; Francis Wolferstan Thomas; Richard Bladworth Angus; Hugh Montagu Allan; Hugh Andrew Allan; Edward Seabourne Clouston; John Try Davies; Charles Melville Hays; George Robertson Hooper; Henry Vincent Meredith; Hartland St. Clair Macdougall; William Molson Macpherson; William Watson Ogilvie; Hugh Patton; James Ross and Henry Stikeman, all of Montreal.

6. The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross and Henry Stikeman shall be the first directors.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th March, 1899.

2804.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau de cette province, sous l'autorité de l'acte des compagnies à fonds social, par les personnes ci-après nommées :

Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " La compagnie de conserves alimentaires les Becquets ", (The Becquets Canning Company).

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

1° De fabriquer des conserves alimentaires de toutes sortes.

2° De fabriquer de la féculé, de l'amidon et de l'empois.

3° D'acheter toutes substances, objets matières et choses nécessaires aux dites fabrications, les vendre et en disposer, et en faire le commerce, vendre les objets manufacturés par la dite compagnie, acheter des conserves alimentaires de toutes sortes, de la féculé, de l'amidon et de l'empois et d'en faire le commerce.

4° De fabriquer les boîtes, caisses et instruments, outils et outillages nécessaires et requis pour les dites fabrications, en acheter, les vendre et en faire le commerce.

5° De construire et acquérir les bâtisses nécessaires pour les fins de la dite compagnie et d'acquérir les terrains requis pour les dites fins.

Le siège principal de la compagnie sera dans la paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq milles piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Les requérants sont : l'honorable Henri Gédéon Malhiot, juge de la cour supérieure, en retraite, l'honorable François-Xavier Ovide Méthot, conseiller législatif, le révérend Philippe Antonio Gouin, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, médecin, Téléphore Jean Demers, marchand, Geoffrey Lebœuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, ces trois derniers agriculteurs et agronomes, tous demeurant en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, dans le district des Trois-Rivières, et tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

DR DAMASE EUSÈBE ARCHAMBAULT,  
Pour les requérants.  
Saint-Pierre les Becquets, 31 juillet 1899.

2783

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom de la compagnie sera : " The Canadian Woollen Mills Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre toute sorte de marchandises sèches ;

(b) D'acquérir, construire, ériger et maintenir tous ouvrages, bâtisses et manufactures nécessaires à la manufacture, production et vente du coton et articles en laine et autres espèces de marchandises sèches ;

(c) D'acquérir et posséder des meubles ou immeubles, dans les buts de ses affaires et les vendre, aliéner, échanger et louer ;

(d) D'acquérir par achat, licence ou autrement aucune et toutes patentes ou marques de commerce en rapport avec la manufacture de laine, coton ou autres marchandises sèches, et de les employer et disposer pour aucune autre personne, corporation ou compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

Notice is hereby given that application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal of the province, in virtue of the joint stock companies' act, by the persons hereinafter mentioned :

The corporate name of the proposed company will be, " The Becquets Canning Company."

The objects for which incorporation is sought are :

1. To can foods of all kinds.

2. To manufacture, starches of various kinds.

3. To purchase all substances, articles, materials and things necessary for the said manufactures, to sell and dispose of the same and trade therein, the sell the articles manufactured by the said company, to purchase canned foods of all kinds and starches of all kinds and to trade therein.

4. To manufacture the boxes, cases, instruments, tools and plant necessary and required for such manufactures, to purchase, sell and trade in the same.

5. To build and acquire the buildings necessary for the purposes of the said company, and to acquire the lands necessary for the said purposes.

The company's principal place of business will be in the parish of Saint Pierre les Becquets.

The capital stock of the company will be five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The petitioners are : Honorable Henri Gédéon Malhiot, retired judge of the superior court, honorable François Xavier Ovide Methot, legislative councillor, reverend Philippe Antonio Gouin, parish priest of Saint Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, physician, Téléphore Jean Demers, merchant, Geoffrey Lebœuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, the three latter being farmers and agronomists, all residing in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the district of Three Rivers, all british subjects, who will be the first directors of the said company.

DR DAMASE EUSÈBE ARCHAMBAULT,  
For the petitioners.  
Saint Pierre les Becquets, 31st July, 1899.

2784

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor of Quebec in council, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies' incorporation act.

1. That the name of the company is to be : " The Canadian Woollen Mills Company."

2. That the object for which incorporation is sought is :

(a) To manufacture and sell all classes of dry goods ;

(b) To acquire, construct, erect and maintain all works, buildings and factories necessary to the manufacture, production and sale of cotton and woollen goods and all other classes of dry goods ;

(c) To acquire and hold real or immoveable estate for the purposes of its business, and sell, alienate, exchange and let or lease the same ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise any and all patents or trade marks connected with the manufacture of woollen, cotton or other dry goods, and to use, employ and dispose of the same to any person, corporation or other company.

3. That the chief place of business of the said company is the city of Saint Hyacinth.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera d'un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000).

5° Le nombre d'actions sera de quinze mille, et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

James G. Cannon, banquier, de la cité de New-York ; Gordon W. MacDougall, avocat ; William J. Henderson, comptable ; Hugh Mackay, étudiant, et Beaumont Shepherd, gérant, tous des cité et district de Montréal.

7° Les dits James G. Cannon, Gordon W. MacDougall et William J. Henderson, seront les premiers directeurs de la compagnie. Les deux derniers résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR & MACDOUGALL,  
Solliciteurs des requérants.

2781

## AVIS.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "The Acton Leather and Shoe Company (limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire les affaires comme tanneurs de cuir et fabricants de chaussures et de tous autres objets faits avec le cuir ou les peaux ; de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ;

(b) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente ou brevet d'invention en rapport avec les susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer ;

(c) Recevoir du conseil de la ville d'Acton, le bonus de dix mille dollars voté par lui en décembre mi huit cent quatre-vingt-dix-huit, en faveur de David Lemay, l'un des requérants.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de dix mille dollars (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent (100), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les requérants sont : David Lemay, tanneur et cordonnier, de la ville d'Acton, dans le comté de Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, marchand de cuir en gros ; Louis Edgar Gauthier, marchand de cuir en gros ; Joseph Daoust, marchand de chaussures en gros, tous trois de la cité de Montréal, et Célestin Lalonde, marchand de chaussures en gros, de la ville de Saint-Paul, près Montréal, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie, résidant tous en Canada, et sont tous sujets de Sa Majesté.

V. LAMARCHE,

Procureur des requérants.

Montréal, 21 juillet 1899.

2675-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, comme suit :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "Yreka Gold Mines Company."

2° Les objets de la dite compagnie sont : d'acheter, vendre, louer, hypothéquer, échanger ou autrement,

4. That the amount of the capital stock of the company is to be one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000).

5. That the number of shares is to be fifteen thousand, and the amount of each share one hundred dollars (\$100).

6. That the names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

James G. Cannon, banker, of the city of New York ; Gordon W. MacDougall, advocate ; William J. Henderson, accountant ; Hugh MacKay, student, and Beaumont Shepherd, manager, all of the city and district of Montreal.

7. That the said James G. Cannon, Gordon W. MacDougall and William J. Henderson, are to be the first directors of the company, the two latter being residents in Canada and subjects of Her Majesty.

LAFLEUR & MACDOUGALL,  
Solicitors for applicants.

2782

## NOTICE.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "The Acton Leather and Shoe Company (limited)."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on business as leather dressers and manufacturers of shoes and all other articles made from leather and skins ; to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ;

(b) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company ;

(c) To receive from the council of the town of Acton, the bonus of ten thousand dollars which has been voted by said council during the month of December, eighteen hundred and ninety-eight, in favor of David Lemay, one of the applicants.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred (100), of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The applicants are : David Lemay, leather dresser and shoemaker, of the town of Acton, in the county of Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, wholesale leather dealer ; Louis Edgar Gauthier, wholesale leather dealer ; Joseph Daoust, wholesale shoe dealer, those three of the city of Montreal, and Célestin Lalonde, wholesale shoe dealer, of the town of Saint Paul, near Montreal, who are to be the first directors of said company, are all residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

V. LAMARCHE,

Attorney for applicants.

Montreal, 21st July, 1899.

2676

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of this province, for a charter of incorporation under the joint stock companies incorporation act, as follows :

1. The corporate name of the proposed company is "Yreka Gold Mines Company."

2. The object of the said company is : to buy, sell, lease mortgage, exchange or in any other way to

acquérir, aliéner, mettre en opération ou faire le commerce des mines, de propriétés minières, actions ou intérêts ou produits minéraux de toute sorte, de toute propriété, de tous ouvrages ou de toutes affaires de mines et de moulins nécessaires à l'exploitation d'icelles, et de faire tout ce qui sera utile pour conduire les dites affaires et tout ce qui s'y rapportera, soit comme propriétaires soit comme agents.

3° Le principal bureau sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera d'un million de piastres, divisé en un million d'actions d'une piastre chacune.

5° Les requérants sont : Joshua A. Bell, marchand; Thomas J. Chisholm, marchand et Lynn T. Leot, agent, tous trois de la ville de Westmount, et Thomas F. Shields, marchand, et Donald J. McGillia, marchand, tous deux de la cité de Montréal. Les dits Joshua A. Bell, Thomas J. Chisholm et Thomas F. Shields seront les premiers directeurs.

SETH P. LEET,  
Solliciteur des requérants.  
2723-2

Montréal, 26 juillet 1899.

Province de Québec,  
District de Terrebonne. }

### AVIS PUBLIC

Qu'il soit, par les présentes, connu à tous ceux qu'il appartiendra.

Que les soussignés s'adresseront au lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte, par lettres patentes, émises sous le grand Sceau de la province de Québec, constituant en corporation, sous les dispositions de la loi : Statuts refondus de la province, article 4694 et suivants, tels qu'amendés, la compagnie projetée, par les soussignés requérants, savoir :

1° La dite compagnie aura le nom : "The Saint Eustache Canning Company."

2° Cette compagnie aura pour objet de mettre en conserves les produits susceptibles de l'être, soit par la vapeur et la cuisson, soit avec le sucre, le vinaigre et autres moyens de conservation, savoir : tomates, blé d'inde, concombres, pêches, pommes, et autres, viandes et autres.

3° Que le village de Saint-Eustache sera le siège principal des affaires de la compagnie.

4° Que le fonds social se composera de la somme de quinze mille piastres.

5° Cette somme sera partagée en actions de cent piastres chacune, portant le nombre d'actions à cent vingt.

6° Les requérants sont : Joseph Bruchesi, épicer, demeurant à Saint-Eustache, et faisant affaire à Montréal; Georges N. Fautoux, notaire, à Saint-Eustache; George Lauzon, entrepreneur, à Saint-Eustache; Cyrille H. Champagne, notaire, à Saint-Eustache; Albert Edouard Lecavalier, médecin, à Saint-Eustache; Alphonse B. Bélair, marchand, à Saint-Eustache; Ernest Lahaie, marchand, à Saint-Eustache; Charles Bruchesi, avocat, de la cité de Montréal.

7° Les directeurs sont : Joseph Bruchesi, Georges N. Fautoux, George Lauzon, Charles Bruchesi, Ernest Lahaie et Alphonse B. Bélair.

Saint-Eustache, 18 juillet 1899. 2653-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Beaver Clothing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est deman-

acquire, alienate operate or deal in and with any mines, mining properties, shares or interests or mineral products of any kinds, or in any property works or business connected with a general mining and milling business, or which may be useful to connect with or incidental thereto either as principals or agents.

3. Its head office shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock shall be one million dollars in one million shares of one dollar each.

5. The applicants are : Joshua A. Bell, merchant; Thomas J. Chisholm, merchant and Lynn T. Leot, agent, all three of the town of Westmount, and Thomas F. Shields, merchant, and Donald J. McGillia, merchant, both of the city of Montreal. The said Joshua A. Bell, Thomas J. Chisholm and Thomas F. Shields shall be the first directors.

SETH P. LEET,  
Sollicitor for applicants.  
2724

Montreal, 26th July 1899.

Province of Quebec,  
District of Terrebonne. }

### PUBLIC NOTICE

Be it known to all whom these may concern.

That the undersigned will apply to the Lieutenant governor, to obtain a charter, by letters patent, issued under the great Seal of the province of Quebec, erecting into a corporation under the provisions of the law : Revised Statutes of the province, article 4694 and following, such as amended, the proposed company, by the undersigned petitioners, to wit :

1. The said company will be called : "The Saint Eustache Canning Company."

2. This company will have for its objects, to preserve in canisters the products susceptible of being so prepared, either by steam and cooking, or with sugar, vinegar and other means of preserving, namely : tomatoes, indian corn, cucumbers, peaches, apples and others, meats and others.

3. The village of Saint Eustache will be the principal place of business of the said company.

4. That the capital stock will be made up of the sum of fifteen thousand dollars.

5. This sum will be divided into shares of one hundred dollars each, making the number of shares one hundred and twenty.

6. The petitioners are : Joseph Bruchesi, grocer, residing at Saint Eustache, and doing business at Montreal; Georges N. Fautoux, notary, at Saint Eustache; George Lauzon, contractor, at Saint Eustache; Cyrille H. Champagne, notary, at Saint Eustache; Albert Edouard Lecavalier, physician, at Saint Eustache; Alphonse B. Bélair, merchant, at Saint Eustache; Ernest Lahaie, merchant, at Saint Eustache, Charles Bruchesi, advocate, at the city of Montreal.

7. The directors are : Joseph Bruchesi, Georges N. Fautoux, George Lauzon, Charles Bruchesi, Ernest Lahaie and Alphonse B. Bélair.

Saint Eustache, 18th July, 1899. 2654

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the joint stock companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "The Beaver Clothing Company,"

2. The object for which incorporation is sought

est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'habits.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Drummondville, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Le nom au long de chacun des requérants est comme suit : William Mitchell, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska ; hon. Alfred A. Thibaudeau, marchand, des cité et district de Montréal ; George H. Church, marchand de bois, de Mitchell Station, dans le district d'Arthabaska ; William Barclay Stephens, courtier, et James N. Greenshields, conseil de la Reine, des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,**  
Solliciteurs des Requérants.

Montréal, 20 juillet 1899. 2663-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "Eureka Cigar Manufacturing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de cigares et de tabac et de ses produits.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Le nom au long de chacun des requérants est comme suit : Abraham J. Bloomfield, des cité et district de Montréal, marchand ; William Mitchell, de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, marchand ; William L. Hogg, courtier ; Joseph Patrick, marchand, et William Barclay Stephens, courtier, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,**  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1899. 2661-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Erastus C. Landon, manufacturier, John F. Risley, marchand, tous deux de la cité de Montréal, dans les dits district et province ; Peter N. Tait, de Mille Roches, dans la province d'Ontario ; marchand ; John F. Glegg, marchand ; Thomas Chambers, employé de Douane, et Matthew Pollock Cochrane, comptable, les trois derniers étant de la dite cité de Montréal, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," sous le nom de "Montreal Dry Plate Company," dans le but de faire les affaires d'importateurs, marchands en gros et en détail, et manufacturiers de toutes sortes de plaques sèches de photographie, papiers, cartons, produits chimiques, appareils et articles de photographie en général, articles pour amusements et de fantaisie en général, aussi comme marchands et manufacturiers en

is to manufacture, buy, sell and deal in all kinds of clothing.

3. The chief place of business of the said company is to be in the town of Drummondville, in the province of Quebec.

4. That the proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000) divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of each of the applicants is as follows : William Mitchell, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska ; Hon. Alfred A. Thibaudeau, merchant, of the city and district of Montreal ; George H. Church, lumberman, of Mitchell Station, in the district of Arthabaska ; William Barclay Stephens, broker, and James N. Greenshields, Queen's Counsel, of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

**GREENSHIELD, GREENSHIELD,  
LAFLAMME & DICKSON,**

Solicitors for applicants.

Montreal, July 20th, 1899.

2664

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such others persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be "Eureka Cigar Manufacturing Company."

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture, buy, sell and deal in cigars and tobacco and its products.

3. The chief place of business of the said company is to be in Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The name in full of each of the applicants is as follows : Abraham J. Bloomfield, of the city and district of Montreal, merchant ; William Mitchell, of Drummondville, in the district of Arthabaska, merchant ; William L. Hogg, broker ; Joseph Patrick, merchant, and William Barclay Stephens, broker, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada and subjects of Her Majesty.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,**

Solicitors for applicants.

Montreal, 20th July, 1899.

2662

\* Province of Québec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to the lieutenant-governor of the province of Québec, by Erastus C. Landon, manufacturer, John F. Risley, merchant, both of the city of Montreal, in said district and province ; Peter N. Tait, of Mille Roches, in the province of Ontario, merchant, and John F. Glegg, merchant ; Thomas Chambers, customs employee and Matthew Pollock Cochrane, accountant, the last three being of the said city of Montreal, for incorporation as a company under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," under the name of "Montreal Dry Plate Company," for the purpose of doing business as importers, wholesale and retail merchants and manufacturers of all kinds of photographic dry plates, papers, mounts, chemicals apparatus and photographic goods generally and in general sporting and fancy goods and as general merchants and manufacturers, of acting as the agents of the same and others doing the same or

général, agir comme agents d'icelle et d'autres personnes faisant le même genre d'affaires. Acheter et acquérir la clientèle et l'actif en tout ou en partie de "The Montreal Dry Plate Company," société commerciale faisant affaires dans la dite cité de Montréal.

La principale place d'affaires sera dans la dite cité de Montréal.

Le fonds social sera de vingt mille piastres, divisé en deux mille actions de dix piastres chacune.

Les dits Erastus C. Landon, John F. Risley, Peter N. Tait, Thomas Chambers et Matthew Pollock Cochrane seront les premiers directeurs de la compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,  
Notaires,

Pour les requérants.  
2633-3

Montréal, 19 juillet 1899.

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandé, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 500, et le montant de chaque action de \$10.00.

6. Les noms, professions et résidences des requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat ; Achilles Mercier, notaire ; Joseph Alfred Langlais, commerçant ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant ; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,

Sol. des requérants.  
2635-3

Québec, 19 juillet 1899.

Avis est par le présent donné que, dans le délai d'un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, incorporant en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but et les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom d'incorporation de la compagnie sera : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville."

2° Le principal bureau d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Fraserville, P. Q.

3° L'objet de la compagnie est de construire, acquérir et exploiter dans la ville de Fraserville, un ou des systèmes d'aqueduc, d'égoûts, d'éclairage ou de tramways et autres travaux d'améliorations municipales, et de posséder, acquérir et vendre des propriétés mobilières et immobilières en rapport avec ceux.

analogous business. To purchase and acquire the business and assets in whole or in part of the Montreal Dry Plate Company, a commercial firm doing business in said city of Montreal.

The chief place of business shall be in the said city of Montreal.

The capital stock shall be the sum of twenty-thousand dollars in two thousand shares of ten dollars each.

The said Erastus C. Landon, John F. Risley, Peter N. Tait, Thomas Chambers and Matthew Pollock Cochrane are to be the first directors of the company, and all are resident in Canada and subjects of Her Majesty.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,

Notaries,  
For the applicants.  
2634

Montreal, 19th July, 1899.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies' incorporating Act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following : the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carriers on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 500, and the amount of each share \$10.00.

6. The names, professions and residences of the petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows : Linière Taschereau, advocate ; Achilles Mercier, notary ; Joseph Alfred Langlais, trader ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader ; Paul de Cazes, civil service employee, all of Quebec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,

Sol. of petitioners.  
2636

Quebec, 19th July, 1899.

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant-governor in council, for a charter incorporating under the provisions of joint stock companies' incorporation act, the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate, under the name and conditions and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie d'Aqueduc de Fraserville".

2. The chief place of business of the company shall be in the town of Fraserville, P. Q.

3. The object for which the incorporation is sought is to construct, acquire and operate in the town of Fraserville, one or more systems of water-works, lighting or tramways, and other municipal improvement works, and in connection therewith to possess, acquire and dispose of moveable or immoveable property.

4° Le capital action de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms, professions et résidences des requérants, lesquels sont tous sujets britanniques, sont comme suit : Thomas Crockett, gérant de chemin de fer, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importateur, Montréal ; Joseph Onésime Girard, commerçant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, avocat, Fraserville ; Edwin Allen Jones, avocat, Québec ; Polydore Langlais, notaire, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentilhomme, Montréal ; J. Eugène Frénette, éditeur, Fraserville ; Louis H. Taché, avocat, Montréal.

6° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUST. J. CHAGNON,  
Procureur des requérants.

Fraserville, 28 juin 1899. 2405-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "La Compagnie de Pulpe de Jonquière."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandé, sont : d'exploiter le bois de pulpe pour fabriquer et vendre la pulpe et le papier ; de bâtir des usines électriques et exercer l'industrie de l'électricité dans toutes ses branches ; de mettre un moulin à scie en opération pour exploiter les produits des forêts ; de faire le commerce en gros et en détail de marchandises en général, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, comté et district de Chicoutimi, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quarante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, et résidents en Canada), sont : Jean Maltais, cultivateur ; Joseph Perron, ingénieur ; Louis Bergeron, cultivateur ; Louis Maltais, cultivateur ; Damase Gagné, marchand ; Edouard Simard, cultivateur ; Joseph Ouellette, cultivateur, tous de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, comté et district de Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron et Edouard Simard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

L. ALAIN,  
Procureur des requérants.

Chicoutimi, 26 juin 1899. 2377-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Schloman Manufacturing Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer des chemises, collets, habillements, vêtements de dames, et de faire les affaires de marchands en général.

3° L'endroit dans les limites de la province,

4. The capital stock of the company shall be of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

5. The names, occupations and domiciles of the applicants, who are all british subjects, are as follows : Thomas Crockett, railway manager, Fraserville ; Charles J. Chisholm, importer, Montreal ; Joseph Onésime Girard, merchant, Fraserville ; Gustave J. Chagnon, advocate, Fraserville ; Edwin Allen Jones, advocate, Quebec ; Polydore Langlais, notary, Fraserville ; Charles de Bellefeuille McDonald, gentleman, Montreal ; Joseph Eugène Frenette, publisher, Fraserville ; Louis H. Taché, advocate, Montreal.

6. The said applicants shall be the first or provisional directors of the said company.

GUST. J. CHAGNON,  
Attorney for applicants.

Fraserville, 28th June, 1899. 2406

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie de Pulpe de Jonquière".

2. The purposes for which its incorporation is sought are : to utilize wood pulp to fabricate and sell pulp and paper ; to build electric workshops and carry on the business of electricity in all its branches ; to put a saw mill in operation to utilize the products of the forests ; to carry on a wholesale and retail trade in merchandize and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The said company's principal place of business will be in the parish of Saint Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi, province of Québec.

4. The proposed amount of its capital stock will be forty thousand dollars.

5. The number of shares will be four hundred, of one hundred dollars each.

6. The full names, residences and callings of the petitioners (who are all subjects of Her Majesty and reside in Canada), are : Jean Maltais, farmer ; Joseph Perron, engineer ; Louis Bergeron, farmer ; Louis Maltais, farmer ; Damase Gagné, trader ; Edouard Simard, farmer ; Joseph Ouellette, farmer, all of the parish of Saint Dominique de Jonquière, county and district of Chicoutimi. Damase Gagné, Louis Maltais, Joseph Perron and Edouard Simard, will be the first or provisional directors.

L. ALAIN,  
Attorney for petitioners.

Chicoutimi, 26th June, 1899. 2378

Notice is hereby given that application will be made under the joint stock companies incorporation act, to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, for letters patent incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the company to be thereby formed a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Schloman Manufacturing Company".

2. The object for which incorporation is sought, is the manufacture of shirts, collars, clothing, ladies wear, and of carrying on the business of general merchants.

3. The place within the limits of the province

échoisi comme la principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions de la dite compagnie sera de mille, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Max Louis Schloman, manufacturier ; Henry Schloman, commis-voyageur ; David Schloman, commis-voyageur ; Barnet Rosenfield, teneur de livres et Hiram Williams, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 27 juillet 1899.

2749-2

In re Three Rivers Iron Works Company,  
En liquidation ;  
et

Alphonse Turcotte, Liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'en ma qualité de liquidateur à la dite compagnie en liquidation, j'ai vendu, suivant la loi par acte passé devant M<sup>re</sup> Téléphore Eusébe Normand, notaire, le vingt-sixième jour de juillet 1899, à Trois-Rivières, l'immeuble suivant faisant partie de l'actif de la dite compagnie en liquidation, savoir :

Une fonderie à tuyaux avec toutes les machines nécessaires en parfait ordre, boutique de forge, dynamos, engin 100 chevaux de force avec chaudière, aussi quantité d'outils et matériaux, tels que portés au dit inventaire.

L'immeuble ci-après décrit :

Une étendue de terre de 15 arpents en superficie, mesure française, comprenant tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-trois (1823), qui contient douze arpents et quatre-vingt-neuf perches en superficie et dont le surplus pour former la dite étendue, savoir : deux arpents et onze perches en superficie seront pris dans le lot connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-deux (1822), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières comme suit : depuis la rue Saint-Maurice au nord-ouest, et entre la rue des Pins, au nord-est et la rue du chemin de fer de ceinture (Loop Line), au sud-ouest en allant vers le sud-est jusqu'à une distance suffisante pour former les dits deux arpents et onze perches en superficie, et compléter les quinze arpents de terre en superficie, et renformer cette dite partie du dit lot No 1822, par une ligne parallèle à la dite rue Saint-Maurice.

Et que copie du dit acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement requis par la loi ont été déposés entre mes mains.

Avis est de plus donné que les personnes qui ont possédé le dit immeuble pendant les trois dernières années, sont les suivantes :

The Three Rivers Iron Co.

Tous créanciers de la dite compagnie en liquidation et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble vendu devront offrir leurs surenchères sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos du droit de le faire.

Le présent avis est donné en conformité avec les articles 5727a et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

A. TURCOTTE,

Liquidateur de la dite compagnie en liquidation.  
Montréal, 29 juillet 1899.

2737-2

selected as the chief place of business of the company is the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5. The number of shares of the said company is one thousand, and the amount of each share is fifty dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : Max Louis Schloman, manufacturer ; Henry Schloman, traveller ; David Schloman, traveller ; Barnet Rosenfield, book-keeper, and Hiram Williams, book-keeper, all of the city and district of Montreal, who are to be the first directors of the company, and who are all residents of Canada and subjects of Her Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 27th July, 1899.

2750

In re The Three Rivers Iron Works Company,  
In liquidation ;  
and

Alphonse Turcotte, Liquidator.

Notice is hereby given that in my capacity of liquidator of the said company in liquidation, I have sold according to law by deed passed before M<sup>re</sup> Téléphore Eusébe Normand, notary, on the twenty-sixth day of July, 1899, at Three Rivers, the following immovable forming part of the assets of the said company in liquidation, to wit :

A pipe foundry with all the necessary machinery in perfect order, forge, dynamos, 100 horse power engine with boiler, also a quantity of tools and materials as set forth in the inventory.

The immovable hereinafter described :

An area of land 15 arpents in superficies, french measure, comprising the whole of the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-three, which containing twelve arpents and eighty-nine perches in superficies, and the excess whereof to make up the said area to wit : two arpents and eleven perches in superficies shall be taken in the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-two (1822), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, as follows : from Saint Maurice street on the north west and between Pine street, on the north east and Loop line street, on the south west going towards the south east to a sufficient distance to make up the said two arpents and eleven perches in superficies, and to complete the fifteen arpents of land in superficies, and enclose such said part of the said lot No. 1822, by a line parallel to the said Saint Maurice street.

And that a copy of the said deed of sale and the certificate of the registry office required by law have been deposited in my hands.

Notice is further given that all parties who have owned the said immovable during the last three years, are the following :

The Three Rivers Iron Works Co.

All creditors of the said company in liquidation, and all other persons having hypothecary or immovable rights in and upon the said immovable so sold must tender their bids over and above the purchase price set forth in the said deed of sale within fifteen days from the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, in default of which they shall be forever foreclosed from the right to do so.

The present notice is given in accordance with articles 5727a and following of the revised statutes of the province of Quebec.

A. TURCOTTE,

Liquidator of the company in liquidation.  
Montreal, 29 July, 1899.

2748

Province de Québec,  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 402.

Dame Lumina Beaulac, épouse commune en biens de Louis Calixte Richard, cordonnier, tous deux de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Calixte Richard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

W. CAMIRAND,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 24 juillet 1899. 2773

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 854.

Dame Albina Lafortune, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Azarie Fontaine, cordonnier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 21 juillet 1899. 2669-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 114.

Dame Marguerite Cox, épouse de William Edmund Evans, de Verdun, dans le district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit William Edmund Evans, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST-GERMAIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2713-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Philomène Desrochers, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Toussaint Crevier, manufacturier, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Toussaint Crevier, aussi des cité et district de Montréal, Défendeur.  
Un action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

L. T. MARECHAL,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 17 juillet 1899. 2643-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 92.

Dame Maria Groulx, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, épouse de Damase Joron, entrepreneur, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Damase Joron, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

C. A. PARISEAULT,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 10 juillet 1899. 2547-4

Province de Québec, }  
District de Gaspé,  
Comté de Bonaventure. } *Cour Supérieure.*  
No 790.

Dame Rosalie Winter, de New Carlisle, dans les comté et district susdits, épouse commune en biens de Chrysologue Hudon Beaulieu, du même lieu,

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 402.

Dame Lumina Beaulac, wife common as to property of Louis Calixte Richard, shoemaker, both of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Louis Calixte Richard, Defendant.  
An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

W. CAMIRAND,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 24th July, 1899. 2774

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 854.

Dame Albina Lafortune, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Azarie Fontaine, shoemaker, of the same place, has taken an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 21st July, 1899. 2670

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 114.

Dame Margaret Cox, wife of William Edmund Evans, of Verdun, in the district of Montreal, Plaintiff ;

vs

The said William Edmund Evans, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted, this day, upon the defendant.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST-GERMAIN,  
Attorneys for the plaintiff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2714

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Philomène Desrochers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Toussaint Crevier, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Toussaint Crevier, also of the city and district of Montreal, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

L. T. MARECHAL,  
Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 17th July, 1899. 2644

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court*  
No. 92.

Dame Maria Groulx, of the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, wife of Damase Joron, contractor, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Damase Joron, of the same place, Defendant.  
An action in separation as to property has been taken this day.

C. A. PARISEAULT,  
Attorney for plaintiff  
Montreal, 10th July, 1899. 2548

Province of Quebec, }  
District of Gaspé,  
County of Bonaventure. } *Superior Court.*  
No. 790.

Dame Rosalie Winter, of New Carlisle, in the county and district aforesaid, wife common as to property of Chrysologue Hudon Beaulieu, of the

merchant, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

**DROUIN, PELLETIER & BELANGER,**  
Procureurs de la demanderesse.  
New Carlisle, 26 juin 1899. 2435-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 843.

Dame Rose Albina Berthelette, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Boudrias, boucher, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Thomas Boudrias, boucher, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

**L. T. MARECHAL,**  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 20 juillet 1899. 2651-3

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Pas hink ofs Ry, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

**JOS. BARNARD,**  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 15 juin 1899. 2277-5

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Justinien Vanier, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, en date du 28e jour de juillet courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

**BILODEAU & RENAUD,**  
Curateurs.  
Montréal, 28 juillet 1899. 2767

Dans l'affaire de U. F. Drouin, de Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai été nommé, ce jour, curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans mon bureau sous 30 jours de cette date.

**D. ARCAND,**  
Curateur.  
Québec, 28 juillet 1899. 2771

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 51.

Dans l'affaire de A. P. McLaurin & Co., (A. P. McLaurin et William Bothwell), Failli.  
Un bordereau de collocation a été préparé dans cette affaire.

**WILLIAM REID,  
JOHN L. BRODIE,**  
Curateurs-conjoints.  
Montréal, 4 août 1899. 2805

same place, merchant, has taken an action in separation as to property against her said husband.

**DROUIN, PELLETIER & BELANGER,**  
Attorneys for plaintiff.  
New Carlisle, 26th June, 1899. 2436

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 843.

Dame Rose Albina Berthelette, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife common as to property of Thomas Boudrias, butcher, of the same place,  
Plaintiff ;

vs.

The said Thomas Boudrias, butcher of the same place,  
Defendant.

An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

**L. T. MARECHAL,**  
Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 20th July, 1899. 2652

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Pas hink ofs Ry, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice,

vs

Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.  
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

**JOS. BARNARD,**  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 15th June, 1899. 2278

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Justinien Vanier, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, in date of 28th day July instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

**BILODEAU & RENAUD,**  
Curators.  
Montreal, 28th July, 1899. 2768

In the matter of U. F. Drouin, of Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that I have been, this day, appointed curator in this matter.

Creditors must file their claims, at my office, within 30 days from date.

**D. ARCAND,**  
Curator.  
Quebec, 28th July, 1899. 2772

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 51.

In the matter of A. P. McLaurin & Co., (A. P. McLaurin and William Bothwell), Insolvents.  
A dividend sheet has been prepared in this matter.

**WILLIAM REID,  
JOHN L. BRODIE,**  
Joint curators.  
Montreal, 4th August, 1899. 2806

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* M. L. Weissman, Montréal; Absent.  
 Avis vous est donné que le 31e jour de juillet 1899, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, absent.  
 Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 5 août 1899. 2775

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Lefebvre frères, manufacturiers de chaussures, de la cité de Montréal, Faillis ;  
 et  
 Alex. Desmarteau, Curateur.  
 Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21e jour d'août 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598, rue Notre-Dame,  
 Montréal, 3 août 1899. 2791

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Auguste Leblanc, Demandeur ;  
 vs.  
 P. Coleman & Co., hôteliers, de la cité de Montréal, Défendeurs.  
 Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 28e jour de juillet 1899, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.  
 Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame. Curateur.  
 Montréal, 3 août 1899. 2789

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 J. Fortunat Côté, Demandeur ;  
 vs.  
 Toussaint Crevier, fondateur, de la cité de Montréal, Défendeur.  
 Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le vingts-huitième jour de juillet 1899, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 3 août 1899. 2787

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-Hyacinthe. }  
*In re* La Banque de Saint-Hyacinthe, Requérante-cession ;  
 et  
 B. V. Lemay, de la paroisse de Saint-Jude, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de cette cour.  
 FONTAINE & FONTAINE,  
 Procureurs de la requérante  
 et du gardien provisoire.  
 Saint Hyacinthe, 2 août 1899. 2801

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* M. L. Weissman, Montreal, an absentee.  
 Notice is hereby given that on the 31st day of July, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, an absentee.  
 Claims must be filed at our office within one month.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators,  
 Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 5th August, 1899. 2770

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Lefebvre frères, boot and shoe manufacturers, of the city of Montreal, Insolvents ;  
 and  
 Alex. Desmarteau, Curator.  
 A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 21st day of August, 1899, after which date dividends will be payable at my office.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598, Notre Dame street,  
 Montreal, 3rd August, 1899. 2792

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Auguste Leblanc, Plaintiff ;  
 vs.  
 P. Coleman & Co., hotelkeepers, of the city of Montreal, Défendants.  
 Notice is hereby given that, on the 28th day of July, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.  
 Claims must be filed at my office within a month.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 1598 and 1608, Notre Dame street. Curator.  
 Montreal, 3rd August, 1899. 2790

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 J. Fortunat Côté, Plaintiff ;  
 vs.  
 Toussaint Crevier, founder, of the city of Montreal, Défendant.  
 Notice is hereby given that on the twenty-eighth day of July, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.  
 Claims must be filed at my office within a month.  
 ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator,  
 1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 3rd August, 1899. 2788

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Hyacinth. }  
*In re* La Banque de Saint Hyacinth, Plaintiff ;  
 and  
 B. V. Lemay, of the parish of Saint Judes, district of Saint Hyacinth, Défendant.  
 Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made in the office of the prothonotary of this court, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.  
 FONTAINE & FONTAINE,  
 Attorneys for the plaintiff  
 and the provisional guardian.  
 Saint Hyacinth, 2nd August, 1899. 2802

## Licitations

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } Cour Supérieure.  
 No 478.

## LICITATION

William Bell et al, Demandeurs ;  
 vs.  
 J. Cradock Simpson et al, es-qual.,  
 Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29<sup>e</sup> jour de juin 1899 dans une cause où William Bell et Thomas Bell, tous deux des cité et district de Montréal, charretiers, sont demandeurs ; et J. Cradock Simpson et David Robertson, tous deux du même lieu, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu William B. Hamilton, en son vivant de la cité de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

Ce lot de terre connu et désigné comme lot numéro 807, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal—avec la maison et tenements sus-érigés, étant les numéros 128 à 136, de la rue Vitré, inclusivement.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1899, cour tenante, dans la salle No 31, du palais de justice, dans la cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcées du droit de le faire.

McCORMICK & CLAXTON,

Procureurs des demandeurs.

Montréal, 7 juillet 1899. 2513

[Première publication, 15 juillet 1899.]

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. }  
 No 262.

## LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 27 mai 1899, dans une cause dans laquelle Joseph Boisseau, étudiant en droit, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, est demandeur, et James Williams, des Mille-Isles, district de Terrebonne, Edward M. Williams, des cité et district de Montréal, Dame Sarah Williams, des dits cité et district de Montréal, veuve de St. Luc alias Siry Lamarre, en son vivant du même lieu, Dame Catherine Williams, des dits cité et district de Montréal, épouse de James Murphy, du même lieu, et ce dernier autant que besoin est pour autoriser sa dite

## Licitations

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } Superior Court.  
 No. 478.

## LICITATION.

William Bell et al, Plaintiffs ;  
 vs.  
 J. Cradock Simpson et al, es-qual.,  
 Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 29th day of June, 1899, in a cause wherein William Bell and Thomas Bell, both of the city and district of Montreal, carters, are plaintiffs ; and J. Cradock Simpson and David Robertson, both of the same place, in their quality as testamentary executors of the last will and testament of the late William B. Hamilton, in his lifetime of the city of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable described as follows, to wit :

That certain lot of land known and designated as lot number 807, upon the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with the house and tenements thereon erected, being numbers 128 to 136, Vitre street, inclusive.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1899, in open court, in the court room No. 31, of the courthouse, in the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and the parties failing to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

McCORMICK & CLAXTON,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal 7th July. 1899. 2514

[First published, 15th July, 1899.]

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. }  
 No. 262.

## LICITATION.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, the 27th of May, 1899, in a case No. 262, in which Joseph Boisseau, of the town of Saint Jérôme, said district, law student, is plaintiff, and James Williams, of Mile Isles, said district, Edward M. Williams, of the city and district of Montreal, Dame Sarah Williams, of said city and district, widow of St. Luc alias Sery Lamarre, in his lifetime of said city and district, Dame Catherine Williams, of said city and district, wife of James Murphy, of the same place, and the said James Murphy, to authorize his said wife, Dame Ellen Williams, of the said city

épouse à ester en justice, Dame Ellen Williams, des dits cité et district de Montréal, épouse de Morris Collins, du même lieu, et ce dernier autant que besoin, est pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Demoiselle Elizabeth Williams, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Georges Williams, des Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située en la Côte Saint-Joseph, dans les Mille-Isles, connue aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite place, sous le numéro quatre (4)—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE 1899, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Sainte-Scholastique ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DE MONTIGNY & GRIGNON,

Prots. C. S.

PREVOST & DE MARTIGNY,

Procs. du Demandeur.

Sainte-Scholastique, 11 juillet 1899.

2553-2

[Première publication, 15 juillet 1899.]

### Ratification

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

EXPARTE No. 694.

La Banque Jacques-Cartier, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et siège d'affaires en la cité et le district de Montréal,

Requérante en ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant M<sup>r</sup>. Ls. N. Dumouchel, notaire, le 16<sup>e</sup> jour d'octobre 1889, entre Dame Justine Delphine Dansereau, de la cité de Montréal, veuve de feu Louis Adelard Sénécal, en son vivant sénateur, de la Puissance du Canada, et la Banque Jacques-Cartier, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et son siège d'affaires en la cité et le district de Montréal, étant une rétrocession et dation en paiement par la dite Dame Justine Delphine Dansereau à la dite Banque Jacques-Cartier, de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros 156 et 160, du cadastre officiel du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, (aujourd'hui en la cité de Montréal) — avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, moins toutefois telles portions de ces dits lots de terre qui avaient été antérieurement vendus aux Commissaires du Chemin de Fer de Montréal, Québec, Ottawa & Occidental, suivant deux actes de vente consentis à cette fin par la Banque Jacques-Cartier, devant le même notaire, l'un en date du 21 novembre 1877, et l'autre en date du 21 février 1878 et enregistrés, et en la possession de la Banque Jacques-Cartier comme propriétaire, pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte de rétrocession et dation en paiement, lequel enregistrement a été fait le 17 octobre 1889, par lequel les dits lots ont été acquis par la dite Banque Jacques-Cartier, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour le 1<sup>er</sup> septembre pro-

and district, wife of Morris Collins, of the same place, and the said Morris Collins, to authorize his said wife, Miss Elizabeth Williams, spinster and using her rights, of said city and district, and Georges Williams, one of the United States of America, are defendants, ordering the sale by licitation of certain following immovable, to wit :

A lot situated in La Côte Saint Joseph, in the Mile Isles, known and designated on the official plan and in the book of reference of said place, as number four (4)—with buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up at auction and sold to the highest and last bidder, the SECOND day of SEPTEMBER, 1899, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, sitting the said superior court, in the court house, at Sainte Scholastique aforesaid ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DE MONTIGNY & GRIGNON,

Prot. of said court.

PREVOST & DE MARTIGNY,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 11th July, 1899.

2554

[First published, 15th July, 1899.]

### Ratification

Province of Québec, }  
District of Montréal. } Superior Court.

EXPARTE No. 694.

La Banque Jacques-Cartier, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal,

Petitioner for confirmation of title.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed executed before Ls. N. Dumouchel, notary, on the 16th day of October, 1889, between Dame Justine Delphine Dansereau, of the city of Montreal, widow of the late Louis Adelard Sénécal, in his lifetime senator, of the Dominion of Canada, and La Banque Jacques-Cartier, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, being a retrocession and giving in payment by the said Dame Justine Delphine Dansereau to the said Banque Jacques-Cartier, of two lots of land known and designated under numbers 156 and 160, of the official cadastral of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, (presently in the city of Montreal), —with the buildings and improvements thereon, excepting however that portion of said lots previously sold to the Commissioners of the Montreal, Quebec, Ottawa & Occidental Railway, as more fully appears in two deeds of sale consented by La Banque Jacques-Cartier, before the same notary, in date of the 21st November, 1877 and 21st February, 1878, respectively and duly registered, and possessed by La Banque Jacques-Cartier as proprietor, for the three years now last past ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed of retrocession and giving in payment duly registered on the 17th of October, 1889, by which the said lots were acquired by the said Banque Jacques-Cartier, are hereby notified that application will be made to the

chaîn, 1899, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistreur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

GEO. H. KERNICK,  
Député protonotaire.

Bureau du protonotaire.  
Montréal, 10 juillet 1899. 2667-2  
[Première publication, 29 juillet 1899.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } J. ALFRED SAVOIE,  
No. 132. } curateur dument  
nommé aux biens de ARTHUR GASTONGUAY,  
failli, et autorisé en vertu de l'article 879 du code  
de procédure civile.

Une terre située dans l'Augmentation de Somerset, contenant environ trois cent cinquante acres, connue et désignée au cadastre officiel sous les numéros soixante a, soixante-un et soixante-deux (60a, 61 et 62), du cadastre officiel de l'Augmentation de Somerset—avec les bâtisses et moulin sus-érigés et tous machines, machineries, mo dange, courroies et apparatus contenus en icelles, à distraire la partie vendue à Michel Bédard.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 2 août 1899. 2779  
[Première publication, 5 août 1899.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } PIERRE NADEAU, Deman-  
No. 2768. } deur ; contre JEAN POU-  
LIOT, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, connue sous les numéros sept c et sept e (7c et 7e), du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Broughton, de la contenance de cent acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 2 août 1899. 2799  
[Première publication, 5 août 1899.]

said court, on the first day of September next, 1899, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

GEO. H. KERNICK,  
Deputy protonotary.

Prothonotary's office.  
Montreal, 20th July, 1899. 2668  
[First published, 29th July, 1899.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit : } J. ALFRED SAVOIE,  
No. 132. } curator duly appointed  
to estate of ARTHUR GASTONGUAY, insolvent, and authorized under article 879 of code of civil procedure.

A farm in the gore of Somerset, containing about three hundred and fifty acres, known and distinguished under numbers sixty a, sixty-one and sixty-two (60 a, 61 and 62), of official cadastre for the gore of Somerset—with the buildings and mill thereon erected and all machines, machineries, grinding stone, straps and apparatus contained in the same, save the part sold to Michel Bédard.

To be sold at parochial church door of Notre Dame de Lourdes, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 2nd August, 1899. 2780  
[First published, 5th August, 1899.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } PIERRE NADEAU, Plaintiff ;  
No. 2768. } against JEAN POU-  
LIOT, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Pierre de Broughton, known under the numbers seven e and seven e (7c and 7e), of the official cadastre for the eighth range of the township of Broughton, containing one hundred acres, more or less, in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Broughton on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint-Joseph, Beauce, 2nd August, 1899. 2800  
[First published, 5th August, 1899.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre **S. H. BROUSSEAU**, de la dite ville de Saint-Jean, et **PHILIPPE BROUSSEAU**, de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Philippe Brousseau :

Une terre sise et située sur la première concession sud-est de la rivière Montréal, en la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plans et livres de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro trois cent cinq (No 305), de la contenance de cent douze arpents, trente-quatre perches et cent soixante et deux pieds en superficie—avec les bâtisses y érigées.

A distraire, cependant, du dit immeuble une bâtisse en bois d'environ seize pieds par vingt pieds appartenant à "The Hermitage Creamery", avec les circonstances et dépendances de telle bâtisse servant de poste d'écumage, et y compris un puits artésien.

Sujette, la dite terre, à la charge du bail pour l'année courante, en faveur de François Gaudreault, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, fait et passé le 30 avril 1895, devant M<sup>re</sup> A. N. Deland, notaire, et se terminant le 1<sup>er</sup> avril 1900.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, le **SIXIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**LOUIS MAYRAND.**

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Saint-Jean, 4 août 1899. 2785  
Première publication, 5 août 1899.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES**, corps politique et dénommé incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **EDMUND GUERIN**, écuyer, avocat, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, tant en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Mary Ann Hayes, en son vivant de la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, fille majeure, décédée, que personnellement comme étant légataire universel et héritier de la dite Mary Ann Hayes, en vertu de son dit testament, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur. es-qualité, les immeubles suivants, à savoir :

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint-John's, to wit : } **LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, body politic and corporate, having its place of business in the town of Saint John's, in the district of Iberville, Plaintiff; against **S. H. BROUSSEAU**, of the said town of Saint John's, and **PHILIPPE BROUSSEAU**, of the city and district of Montreal, Defendants.

As belonging to the said defendant Philippe Brousseau :

A farm lying and situate on the first south east concession of the river Montreal, in the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number three hundred and five (No. 305), containing one hundred and twelve arpents, thirty-four perches and one hundred and sixty-two feet in superficies—with the buildings thereon erected.

To be with drawn, however, from the said immovable a wooden building of about sixteen feet by twenty feet belonging to "The Hermitage Creamery", with the circumstances and dependencies of such building used as a creamery station, and including an artesian well.

Subject, the said farm, to the charge of the lease for the current year, in favor of François Gaudreault, farmer, of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, done and passed on the 30th April 1895, before M<sup>re</sup> A. N. Deland, notary, and ending on the 1st of April, 1900.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, on the **SIXTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

**LOUIS MAYRAND.**

Sheriff's office, Deputy Sheriff.  
Saint John's, 4th August, 1899. 2785  
[First published, 5th August, 1899.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE ROYAL INSTITUTION FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING**, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **EDMUND GUERIN**, formerly of the city and district of Montreal, now of the parish of Notre Dame de Grâce, in the district of Montreal, esquire, advocate, as well in his capacity of executor of the last will and testament of the late Mary Ann Hayes, in her lifetime of the town of Lachute, in the district of Terrebonne, spinster and deceased, and also personally as being the universal legatee and testamentary heir of the said Mary Ann Hayes, under her said will, Defendant.

Seized as belonging to said defendant es-qualité, the following immoveables, to wit :

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier sous le numéro cinq cent quatorze (514), situé et faisant front sur la rue Dowd—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un lot de terre étant le résidu du lot numéro cinq cent seize (516), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, déduction faite de la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Bleury, situé sur la susdite rue Bleury, au coin de la rue Dowd ; le dit lot saisi, étant borné en front par la présente ligne de la rue Bleury, d'un côté, par la rue Dowd, et de l'autre côté par le lot officiel numéro cinq cent quinze du dit quartier, et en arrière par le lot officiel numéro cinq cent quatorze du dit quartier—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 août 1899. 2809  
[Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L'INSTITUTION ROYALE**  
No 2474 } **POUR L'AVANCE-**  
**MENT DES SCIENCES**, corps politique et incor-  
poré, ayant sa principale place d'affaires dans les  
cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre  
les terres et tenements de JOHN AUGUSTIN RAFFER,  
des cité et district de Montréal, agent  
d'immeubles, en sa qualité d'exécuteur testamen-  
taire de feu son épouse, Dame Mary Louisa  
McGillis, passé devant témoins le 25e jour d'avril  
1878, Défendeur, et enregistré et homologué à  
Montréal, le 15 juin 1878, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit J. A. Rafter, es-  
qualité, l'immeuble suivant, à savoir :

Ce lot de terre maintenant connu comme lot de  
subdivision numéro soixante et dix-huit, sur le plan  
de subdivision et au livre de renvoi dûment faits et  
déposés, du lot numéro trois mille trois cent quatre-  
vingt-dix-neuf (3399-78), des plan et livre de renvoi  
officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté  
d'Hochelega, maintenant dans le quartier Saint-  
Gabriel, dans la dite cité de Montréal, et formant  
le coin ouest des rues Ryde et Charlevoix, conte-  
nant environ vingt-cinq pieds de front sur quatre-  
vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, avec  
le droit de passage en commun avec les autres per-  
sonnes dans la ruelle connue comme subdivision  
3399-77—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE  
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 2 août 1899. 2811  
[Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME ADELINÉ GRISÉ,**  
No 2093. } **D**épouse commune en biens  
de McLéa Demers, cultivateur, de la paroisse de  
Saint-Basile le Grand, district de Montréal, la dite  
Dame Adéline Grisé, dûment autorisée à la pour-  
suite de ses droits, Demanderesse ; contre les terres,  
et tenements de PHILIAS GRISÉ, cultivateur, de  
la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, en  
sa qualité de curateur *ad hoc* au dit McLéa Demers,  
actuellement interné à l'asile de Saint-Jean de  
Dieu, dans la paroisse de la Longue-Pointe, dit  
district, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur  
es-qualité, les immeubles suivants, à savoir :

1. A lot of land situate in the Saint Lawrence  
ward, of the city of Montreal, known on the official  
plan and book of reference of said ward by the  
number five hundred and fourteen (514), situate  
and fronting on Dowd street—with the buildings  
thereon erected.

2 A lot of land being the remainder of lot num-  
ber five hundred and sixteen (516), on the official  
plan and in the book of reference of the Saint Law-  
rence ward, of the city of Montreal, after the  
deduction of the portion expropriated for the  
widening of Bleury street, situate on Bleury  
street aforesaid, corner of Dowd street ; bounded  
the said lot seized, in front by the present line of  
Bleury street, on one side, by Dowd street, and on  
the other side, by lot official number five hundred  
and fifteen of said ward, and in rear by lot official  
number five hundred and fourteen of said ward—  
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on  
the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN  
o'clock in the forenoon. Said writ returnable accord-  
ing to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 2nd August, 1899. 2810  
[First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE ROYAL INSTITUTION**  
No. 2474. } **FOR THE ADVANCE-**  
**MENT OF LEARNING**, a body politic and corpo-  
rate, having its principal place of business in the  
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of JOHN AUGUSTIN RAFFER,  
of the city and district of Montreal, real  
estate agent, in his quality of executor of the last  
will and testament of his late wife, Dame Mary  
Louisa McGillis, executed before witnesses on the  
25th April, 1878, and proved at Montreal, on the  
15th June, 1878, Defendant.

Seized as belonging to the said J. A. Rafter, es-  
qualité, the following immoveable, to wit :

That certain lot now known as subdivision lot  
number seventy-eight, on the subdivision plan and  
book of reference duly made and filed of lot num-  
ber three thousand three hundred and ninety-nine  
(3399-78), on the official plan and book of reference  
for the parish of Montreal, in the county of Hoche-  
lega, now in the Saint Gabriel ward, in the said  
city of Montreal, and forming the west corner of  
Ryde and Charlevoix streets, containing about  
twenty-five feet in front by ninety feet in depth,  
more or less, with they right of passage, in common  
with others, of the lane known as subdivision 3399-  
77—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ return-  
able according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd August, 1899. 2812  
[First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME ADELINÉ GRISÉ,**  
No. 2093. } **D**wife common as to property  
of McLéa Demers, farmer, of the parish of Saint  
Basile le Grand, district of Montreal, the said Dame  
Adeline Grisé, being duly authorized to sue for her  
rights, Plaintiff ; against the lands and tenements  
of PHILIAS GRISÉ, farmer, of the parish of  
Saint Bruno, district of Montreal, in his capacity  
of curator *ad hoc* to the said McLéa Demers, at  
present an inmate of Saint Jean de Dieu asylum, in  
the parish of Longue Pointe, in the said district,  
Defendant.

The following immoveables seized as belonging  
to the said defendant es-qualité, to wit :

1° Un lot de terre borné en front par le rang des quarante-deux, dans la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, et portant le numéro deux cent soixante et un, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno—sans bâtisses.

2° Un lot de terre borné en front par le rang des quarante-deux, dans la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, et portant le numéro deux cent soixante et deux, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno—sans bâtisses.

3° Une terre située dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, district de Montréal; bornée en front par le chemin du rang des vingt-quatre, portant les numéros deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize et quatre cent soixante et neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, actuellement paroisse de Saint-Basile le Grand, formant les lots de terre une seule et même exploitation agricole—avec les bâtisses sus-érigées.

4° Une terre bornée en front par la concession des vingt-quatre, dans la paroisse de Saint-Basile le-Grand, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro trois cent quatre-vingt-neuf, actuellement la paroisse de Saint-Basile le Grand, contenant deux arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit, savoir: Paragraphes numéros 1 et 2, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et les paragraphes numéros trois et quatre (3 et 4), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Basile le Grand, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 août 1899. Shérif, 2807  
[Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } STANISLAS D. VALLIE-  
No 1912. } RES, rentier, de la cité  
et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de CORNELIUS HONAN, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri de Montréal, dit district, portant le numéro trente (30), de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, et borné en front par la rue Saint-Antoine, portant les numéros civiques 682, 682a et 684, de la dite rue Saint-Antoine—avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres et aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 juillet 1899. Député-Shérif, 2563-2  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } FELIX DANSEREAU,  
No 2921. } marchand de bois, de  
la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH LAMONTAGNE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1. A lot of land bounded in front by the range called *le rang des quarante-deux*, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, and bearing the number two hundred and sixty-one, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—without any buildings.

2. A lot of land bounded in front by the range called *le rang des quarante-deux*, in the parish of Saint-Bruno, district of Montreal, and bearing the number two hundred and sixty-two, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—without buildings.

3. A lot of land situate in the parish of Saint Basile le Grand, district of Montreal; bounded in front by the road of the range called *le rang des vingt-quatre*, bearing the numbers two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-three, four hundred and sixty-nine, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, now the parish of Saint Basile le Grand, the said lots of land constituting one and the same farm—with the buildings therein erected.

4. A lot of land bounded in front by the concession called *des vingt-quatre*, in the parish of Saint Basile le Grand, known and designated under the number three hundred and eighty-nine, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, now the parish of Saint Basile le Grand, containing two arpents in front by twenty-four arpents in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit: The lots firstly and secondly described, at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the lots thirdly and fourthly described, at the parochial church door of the parish of Saint Basile le Grand, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd August, 1899. Sheriff, 2808  
[First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } STANISLAS D. VALLIE-  
No. 1912. } RES, rentier, of the city  
and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of CORNELIUS HONAN, of the town of Westmount, in the district of Montreal, Defendant.

A lot situate on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint Henri de Montreal, said district, bearing the number thirty (30), of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-five (385), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, and bounded in front by Saint Antoine street, bearing the civic numbers 682, 682a and 684, of the said Saint Antoine street—with a right of passage in the lane in rear in common with others and to the ordinary charges of repair.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 12th July, 1899. Deputy Sheriff, 2564  
[First published, 15th July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } FELIX DANSEREAU, lum-  
No. 2921. } ber merchant, of the city  
and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH LAMONTAGNE, of the city and district of Montreal, Defendant.

Un lopin de terre situé dans la ville de Saint-Louis, connu et désigné sous le numéro neuf cent cent quarante et un (No. 941), de la subdivision officielle numéro dix (No 10), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ayant front sur la rue Alma et ayant vingt-cinq pieds de largeur sur soixante et douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses érigées et en construction sur le dit immeuble; sujet le dit immeuble aux clauses et conditions portées dans une promesse de vente sous seing privé par l'honorable Louis Beaubien, représenté par Joseph Beaubien, au défendeur Joseph Lamontagne, en date du treize août mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, aux termes de laquelle le défendeur devient propriétaire et peut exiger un contrat de vente du dit immeuble après avoir payé la moitié du prix de vente, s'élevant à cent quatre-vingt-deux piastres courant, par versements trimestriels et égaux de cinq piastres et cinquante centins avec intérêt à six pour cent, payable semi-annuellement au premier jour de mai et au premier jour de novembre de chaque année, en acompte duquel prix de vente le défendeur a payé une somme de vingt-six piastres et cinquante centins; la dite promesse de vente devenant nulle de plein droit et sans mise en demeure dans le cas où le dit Joseph Lamontagne négligerait de faire les paiements ci-dessus mentionnés à l'expiration de soixante jours de leurs échéances respectives, ou de se conformer à aucune des obligations de la dite promesse de vente; les paiements faits ou améliorations ou impenses faites sur le dit lopin de terre, restant en ce cas au dit promettant vendeur l'honorable Louis Beaubien, ainsi qu'il appert à la dite promesse de vente déposée au bureau du shérif.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2561-2  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } NARCISSE ALLARD, bourgeois, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de HENRI ROY, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Défendeur, conjointement et solidairement avec François *alias* Francis David, ci-devant cultivateur, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et maintenant de la dite cité et du district de Montréal, l'autre Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Henri Roy, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dit district, connus et désignés sous les numéros deux cent quatre-vingt-neuf et deux cent quatre-vingt-dix (289 et 290), de la subdivision de lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (paroisse de Montréal), sous le numéro huit (No 8); borné en front par la rue "Voyer," ci-devant rue "Boyer"—avec les bâtisses construites et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 18 juillet 1899. 2611-2  
[Première publication, 22 juillet 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME ELEONORE ARMAND, ci-devant de la Rivière des Prairies, et maintenant de la cité et

A lot of land situate in the town of Saint Louis, known and described as number nine hundred and forty-one (No. 941), of the official subdivision number ten (No. 10), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, fronting on Alma street, and having twenty-five feet in width by seventy-two feet in depth, english measure, more or less—with the buildings erected and in course of erection on the said lot; said lot subject to the clauses and conditions set forth in a promise of sale by private writing by the honorable Louis Beaubien, represented by Joseph Beaubien to the defendant Joseph Lamontagne, dated the thirteenth of August, one thousand eight hundred and ninety-eight, according to the terms of which the defendant becomes proprietor and may require a deed of sale of the said lot upon payment of one half of the price of sale, amounting to one hundred and eighty-two dollars currency, by equal quarterly instalments of five dollars and fifty cents with interest at six per cent, payable half yearly on the first day of May, and on the first day of November, of every year, on account of which purchase price, the defendant has paid a sum of twenty-six dollars and fifty cents, said promise of sale to lapse and become null of course and without and putting in default in the event of the said Joseph Lamontagne neglecting to make the payments herein above mentioned at the expiration of sixty days from their respective dates, or to comply with any of the obligations of the said promise of sale, the payments made or the improvements and expenditure made in the said lot of land remaining in this case to the said promising seller the honorable Louis Beaubien, as appears from the said promise of sale filed in the sheriff's office.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2562  
[First published, 15th July, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } NARCISSE ALLARD, bourgeois, of the parish of la Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRI ROY, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Defendant, jointly and severally with François *alias* Francis David, heretofore farmer of the parish of la Pointe-aux-Trembles, and now of the said city and district of Montreal, the other Defendant.

The following immovables seized as belonging to the said defendant Henri Roy, to wit:

Two lots of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, in the said district, known and designated under the number two hundred and eighty-nine and two hundred and ninety (289 and 290), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste (parish of Montreal), under the number eight (No. 8); bounded in front by "Voyer" street, formerly "Boyer" street—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 18th July, 1899. 2612  
[First published, 22nd July, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME ELEONORE ARMAND, formerly of Rivière des Prairies, and now of the city and

district de Montréal, veuve de feu Amable Simard, en son vivant médecin, de la dite Rivière des Prairies, Demanderesse; contre les terres et tenements de ROMUALD CHARTIER, cultivateur, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, Défendeur.

2° Un lot de terre situé en la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connu et désigné comme étant le numéro trente-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

3° Un terrain situé en la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant un arpent de largeur par cinq arpents de profondeur, formant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; borné d'un bout par les terres de la Rivière des Prairies, de l'autre bout, par le résidu du dit numéro trente-quatre, appartenant à Xavier Chartier, du côté sud-ouest par partie du lot numéro trente-cinq, appartenant à Xavier Chartier, et du côté nord-est à un immeuble appartenant à Charles Reeves—sans bâtisses.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles sus-mentionnés qui devaient avoir lieu, le vingt-troisième jour de février dernier (1899), aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2565-2  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } MAXIMILIEN LEFEB-  
No 2273. } VRE, cultivateur, en sa  
qualité d'administrateur de la succession de feu  
Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe,  
district de Montréal. Demandeur; contre les terres  
et tenements de CYRILLE AUBRY, du même  
lieu, Défendeur.

1° Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, district de Montréal, en la concession de La Tortue, contenant environ quarante-cinq arpents en superficie, plus ou moins; bornée en front par la Rivière La Tortue, en profondeur par les terrains de Saint-Constant, formant partie du lot numéro (345) trois cent quarante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans bâtisses.

2° Une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ cinquante-neuf arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe; borné en front par les représentants de David Racicot, et en profondeur aux terrains de Saint-Constant—avec une maison et une grange dessus construites.

3° Une autre portion de terre au même lieu, contenant soixante et cinq arpents en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent cinquante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites.

4° Une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ quarante-six arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins, formant la partie nord et longitudinale du lot numéro trois cent cinquante-trois (353), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe.

5° Un autre morceau de terre situé au même lieu, contenant environ sept arpents en superficie, plus ou moins, formant le lot numéro trois cent soixante et dix-neuf (379), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—sans bâtisses.

district of Montreal, widow of the late Amable Simard, in his lifetime physician, of the said Rivière des Prairies, Plaintiff; against the lands and tenements of ROMUALD CHARTIER, farmer, of the parish of Pointe aux Trembles, in the district of Montreal, Defendant.

2° A lot of land situate in the said parish of La Pointe aux Trembles, known and designated as being number thirty-eight, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of La Pointe aux Trembles—with a house, barn and other buildings thereon erected.

3. A lot situate in the said parish of La Pointe aux Trembles, containing one arpent in width by five arpents in depth, forming part of the lot of land known and designated as number thirty-four, on the official plan and book of reference of the parish of La Pointe aux Trembles; bounded at one end by the lands of Rivière des Prairies, at the other end by the residue of said number thirty-four, belonging to Xavier Chartier, on the south west side by part of lot number thirty-five, belonging to Xavier Chartier, and on the north east side by a lot belonging to Charles Reeves—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the immovables above mentioned which should have taken place on the twenty-third day of February last (1899), will take place in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2566  
[First published, 15th July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } MAXIMILIEN LEFEBVRE,  
No 2273. } farmer, in his quality of  
administrator of the estate of the late Pierre  
Lefebvre, of the parish of Saint Philippe, district  
of Montreal. Plaintiff; against the lands and tenements  
of CYRILLE AUBRY, of the same place,  
Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Philippe, in the county of Laprairie, district of Montreal, in the concession La Tortue, containing about forty-five arpents in area, more or less; bounded in front by the river La Tortue, in depth by the lands of Saint Constant, forming part of lot number (345) three hundred and forty-five, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—without buildings.

2. Another piece of land situate at the same place, containing about fifty-nine arpents and fifty perches in area, more or less, forming the lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe; bounded in front by the representatives of David Racicot, and in depth by the lands of Saint Constant—with a house and barn thereon erected.

3. Another piece of land situate at the same place, containing sixty-five arpents in area, more or less, forming lot number three hundred and fifty-two, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—with house, barn and outbuildings thereon erected.

4. Another piece of land situate at the same place, containing about forty-six arpents and fifty perches in area, more or less, forming the northern and longitudinal part of lot number three hundred and fifty-three (353), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe.

5. Another piece of land situate at the same place, containing about seven arpents in area, more or less, forming lot number three hundred and seventy-nine (379), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—without buildings.

Vendus les dits immeubles à la charge de deux baux, par H. L. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre, consentis à Cyrille Aubry, fils, et à Pierre Rielle, passés devant Mtre Ferdinand Larose, N. P., l'un le 7 juin 1899, et l'autre en date du 8 juin 1899.

Suivant jugement rendu dans la cour supérieure, par l'honorable juge M. Mathieu, en date du 30 juin 1899.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2567-2  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **M**A X I M I L I E N L E -  
No 176. } **F**E B V R E, cultivateur,  
en sa qualité d'administrateur de la succession de feu Pierre Lefebvre, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée " A " annexée au bref en cette cause, étant la propriété de CYRILLE AUBRY, fils, du même lieu, Défendeur, maintenant entre les mains de Henri L. M. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur et maintenant en la possession du dit curateur, dûment nommé au délaissement fait par le dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, connue et désignée sous le numéro trois cent quarante-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe—avec les bâtisses y érigées, et bornée en front par la petite rivière de la Tortue.

Vendu, le dit immeuble, sujet à la charge d'un bail, par H. L. Augé, comptable, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre, consenti à Pierre Rielle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Philippe, comté de Laprairie, passé devant Mtre Ferdinand Larose, N.P., le 8 juin 1899. Suivant jugement rendu dans la cour supérieure, par l'hon. juge M. Mathieu, en date du 30 juin 1899.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-shérif.  
Montréal, 12 juillet 1899. 2569  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

**Ventes par le Shérif—Pontiac**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Said immovables sold subject to the charge of two leases, by H. L. Augé, accountant, of the city and district of Montreal, in his quality of sequestrator, made to Cyrille Aubry, junior, and to Pierre Rielle, passed before Mtre Ferdinand Larose, N.P., one on the 7th of June, 1899, and the other on the 8th of June, 1899.

According to the judgment rendered in the superior court by the Honorable judge M. Mathieu, dated the 30th of June, 1899.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2568  
[First published, 15th July, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **M**A X I M I L I E N L E -  
No 176. } **F**E B V R E, farmer,  
in his quality of administrator of the estate of late Pierre Lefebvre, of the parish of Saint Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule endorsed " A " attached to the writ in this cause, being the property of CYRILLE AUBRY, junior, of the same place, Defendant, and now in the hands of Henri L. M. Augé, accountant, of the city and district of Montreal duly named curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to, the said defendant and now in the possession of the said curator, duly named to the surrender made by the said defendant, the following immoveable, to wit :

A land situate in the parish of Saint Philippe, in the county of Laprairie, known and designated as number three hundred and forty-six, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe—with the buildings thereon erected, and bounded in front by the little river La Tortue.

Said immoveable property to be sold subject to the charge of a lease made by H. L. Augé, accountant, of the city and district of Montreal, in his quality of sequestration, made to Pierre Rielle, farmer, of the parish of Saint Philippe, county of Laprairie before Mtre Ferdinand Larose, N. P., on the 8th of June, 1899. By judgment rendered in the superior court, by the Honorable judge M. Mathieu, dated the 30th of June, 1899.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office. Deputy-sheriff.  
Montreal, 12th July, 1899. 2570  
[First published, 15th July, 1899.]

**Sheriff's Sales—Pontiac**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
Province de Québec, } **WILLIAM RUSSELL**,  
District de Pontiac, } de la ville de Pam-  
No. 372. } broke, dans le comté de Ren-  
frew et province d'Ontario, agent des Terres de la  
Couronne, Demandeur ; contre **DAME MARGUE-  
RITE CULLETON**, veuve de feu Michael Culle-  
ton, et **JAMES J. CULLETON**, tous deux du  
canton de l'Île aux Allumettes, dans le district de  
Pontiac, Défendeurs.

1° Lot numéro six (No. 6), dans le troisième rang  
du canton de l'Île aux Allumettes, contenant cent  
acres de terre, plus ou moins ; borné au nord par le  
deuxième rang, au sud par le troisième rang, à l'est  
par le lot numéro cinq, occupé par Pierre Larivière,  
et à l'ouest par le lot numéro sept.

2° Lot numéro sept (No. 7), dans le troisième  
rang du dit canton, contenant cent acres de terre,  
plus ou moins ; borné au nord par le deuxième rang,  
au sud par le troisième rang, à l'est par le lot numéro  
six, et à l'ouest par le numéro huit, occupé par  
Olivier Gaudette—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du  
village de Bryson, le **SEIZIEME** jour d'**AOUT**  
prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

**SIMON McNALLY**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Bryson, 8 juillet 1899. 2555-2  
[Première publication, 15 juillet 1899.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
**TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **LOUIS LEMIEUX**, de la  
No 942. } paroisse de Saint-Lambert,  
commerçant ; contre **OLIVIER ROY**, de la paroisse  
de Saint-Lambert, à savoir :

Le lot No 264 (deux cent soixante et quatre), du  
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert,  
étant une terre située rang Belvèze—circonstances  
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le **CIN-  
QUIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE**  
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sui-  
vant la loi.

**OHS. A. ERN. GAGNON**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 3 août 1899. 2819  
[Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **CAROLINE SAMSON**, de  
No 478. } Québec, fille majeure et  
usant de ses droits ; contre **MARIE LEFEBVRE**,  
de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune  
Lorette, veuve de Pierre Louis Beaulieu, en son  
vivant du même lieu, tant personnellement qu'en  
sa qualité de tutrice dûment nommée à son fils  
mineur, Pierre Beaulieu, de Saint-Ambroise de la  
Jeune Lorette, à savoir :

1° Le lot No 1345 (treize cent quarante-cinq), du  
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de  
la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de  
terre situé concession nord-ouest du Lac Saint-  
Charles.

2° Le lot No 1348 (treize cent quarante-huit), du  
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de  
la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de  
terre situé concession nord-est du Lac Saint-Charles.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
Province of Québec, } **WILLIAM RUSSELL**, of  
District of Pontiac, } the town of Pembroke,  
No. 372. } in the county of Renfrew  
and province of Ontario, crown timber agent, Plain-  
tiff ; against **DAME MARGUERITE CULLETON**,  
widow of the late Michael Culleton, and **JAMES J.  
CULLETON**, both of the township of Allumette  
Island, in the district of Pontiac, Defendants.

1. Lot number six (No. 6), in the third range of  
the township of Allumette Island, containing one  
hundred acres of land, more or less ; bounded to the  
north by range two, to the south by range three,  
to the east by lot number five, occupied by Pierre  
Larivière, and to the west by lot number seven.

2. Lot number seven (No. 7), in the third range  
of the said township, containing one hundred acres  
of land, more or less ; bounded to the north by  
range two, to the south by range three, to the east  
by lot number six, and to the west by lot number  
eight, occupied by Olivier Gaudette—with the mem-  
bers and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office, in the village  
of Bryson, on the **SIXTEENTH** day of **AUGUST**  
next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ  
returnable according to law.

**SIMON McNALLY**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Bryson, 8th July, 1899. 2556  
[First published, 15th July, 1899.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
been seized, and will be sold at the respective time  
and place mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court.—Québec.*

Québec, to wit : } **LOUIS LEMIEUX**, of the  
No. 942. } parish of Saint Lambert,  
trader ; against **OLIVIER ROY**, of the parish of  
Saint Lambert, to wit :

Lot No. 264 (two hundred and sixty-four), of the  
official cadastre for the parish of Saint Lambert,  
being a lot of land situate in the Belvèze range—  
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Lambert, county of Lévis, on the **FIFTH** day  
of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the  
forenoon. The said writ returnable according to  
law.

**OHS. A. ERN. GAGNON**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Québec, 3rd August, 1899. 2820  
[First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **CAROLINE SAMSON**, of  
No. 478. } Québec, spinster, and using  
of her rights ; against **MARIE LEFEBVRE**, of  
the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,  
widow of Pierre Louis Beaulieu, in his lifetime of  
the same place, both personally and in her capacity  
of tutrix duly appointed to her minor son, Pierre  
Beaulieu, of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,  
to wit :

1. Lot No. 1345 (thirteen hundred and forty-  
five), of the official cadastre of the parish of Saint  
Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec,  
being a lot of land situate in the north west conces-  
sion of Lake Saint Charles.

2. Lot No. 1348 (thirteen hundred and forty-  
eight), of the official cadastre of the parish of Saint  
Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec,  
being a lot of land situate in the north east con-  
cession of Lake Saint Charles.

3° Le lot No 1302 (treize cent deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre situé concession nord-ouest de la Rivière Jaune.

4° Le lot No 1515 (quinze cent quinze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre situé concession nord-ouest du Lac Saint-Charles.

5° La partie nord des lots Nos. 1312 et 1313 (treize cent douze et treize cent treize), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre de cinq arpents de largeur sur environ dix arpents de profondeur, située concession nord-est du Lac Saint-Charles; bornée au nord-est par le chemin public, au sud-ouest par le Lac Saint-Charles, au nord par Michel Bédard, et au sud par François Beaulieu.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, Québec, 3 août 1899. [Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS.**  
*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **LA COMMUNAUTE DES**  
No. 2355. } **RELIGIEUSES DE**  
**L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC**, établie et faisant affaires en la cité de Québec; contre **JEAN-BAPTISTE GIROUX**, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 2006 (deux mille six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Montcalm, ci-devant rue Sainte-Monique—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle et foncière de six piastres, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif, Québec, 3 août 1899. [Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **DANS** une cause où **LOUIS**  
No 1898. } **LEMIEUX**, de la paroisse de Saint-Lambert, marchand, était Demandeur; et **OLIVIER ROY** et **ANTYME ROY**, du même lieu, étaient Défendeurs, le dit Louis Lemieux contre Olivier Roy, l'un des dits défendeurs, à savoir :

Le lot numéro 412 (quatre cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, étant une terre située rang Belvéze—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Sheriff Office, Québec, 3 août 1899. [Première publication, 5 août 1899.]

**FIERI FACIAS.**  
*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **LA COMMUNAUTE DES**  
No. 2356. } **RELIGIEUSES DE**  
**L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC**, établie et faisant

le official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of land situate in the north west concession of the Rivière Jaune.

4° Lot No. 1515 (fifteen hundred and fifteen), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of land situate in the north west concession of Lake Saint Charles.

5. The north part of lots numbers 1312 and 1313 (thirteen hundred and twelve and thirteen hundred and thirteen), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of land five arpents in width by about ten arpents in depth, situate in the north east concession of Lake Saint Charles; bounded on the north east by the public road, on the south west by Lake Saint-Charles, on the north by Michel Bédard, and on the south by François Beaulieu.

To be sold at the parochial church door of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

Sheriff's Office, Québec, 3rd August, 1899. [First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS.**  
*Circuit Court of Quebec*

Québec, to wit : } **THE COMMUNITY OF LES**  
No. 2355. } **RELIGIEUSES DE**  
**L'HOTEL DIEU DE QUEBEC**, established and doing business in the city of Quebec; against **JEAN BAPTISTE GIROUX**, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 2006 (two thousand and six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate in Montcalm street, heretofore Sainte Monique street—with buildings; subject to the payment of an annual ground rent of six dollars to the Hôtel Dieu de Québec, on the 29th June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

Sheriff's Office, Québec, 3rd August, 1899. [First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **IN** a case wherein **LOUIS**  
No. 1898. } **LEMIEUX**, of the parish of Saint-Lambert, merchant, was Plaintiff; and **OLIVIER ROY** and **ANTYME ROY**, of the same place, were Defendant, the said Louis Lemieux, against Olivier Roy, one of the said defendants, to wit :

Lot No. 412 (four hundred and twelve), of the official cadastre for the parish of Saint-Lambert, being a lot of land situate in the Belvéze range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lambert, county of Lévis, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

Sheriff's Office, Québec, 3rd August, 1899. [First published, 5th August, 1899.]

**FIERI FACIAS.**  
*Circuit Court of Quebec.*

Québec, to wit : } **THE COMMUNITY OF**  
No. 2356. } **RELIGIEUSES DE L**  
**TEL DIEU DE QUEBEC**, established and ca...

affaires en la cité de Québec ; contre MICHEL BOIVIN, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 1355 (treize cent cinquante cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Franklin et Saint-Luc—avec les taxes à la charge d'une rente foncière et annuelle de sept piastres en faveur de l'Hôtel-Dieu de Québec, payable le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,  
Québec, 3 août 1899.

[Première publication, 5 août 1899.]

Shérif.  
2823

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Saint-François, à savoir ; } MOISE DANIEL,  
No 4382. } du canton de

Barnston, comté de Stanstead, commis, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME LOUISA LAFAYADE, du canton de Barnston, comté de Stanstead, marchande publique, épouse séparée de biens de Joseph Bourque, du ausdit canton de Barnston, et le dit JOSEPH BOURQUE, dans le but d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Louisa Lafayade, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Barnston, dans le comté de Stanstead, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Barnston, comme lot numéro vingt-huit-dix (No 28-10), dans le onzième rang, contenant un acre et trente deux centièmes (1-32), en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 12 juillet 1899.

[Première publication, 15 juillet 1899.]

Shérif.  
2557.2

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada,  
Province de Québec,  
District de St-Hyacinthe.  
No 248.

} VERTHUME B.  
LEMAY, De-  
mandeur ; vs JOSEPH  
LARIVIERE, Défen-  
deur.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint Judes, concession sud de la rivière Salvail, comté e-

ing on business in the city of Québec ; against MICHEL BOIVIN, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 1355 (thirteen hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot of land situate on the corner of Franklin and Saint Luc streets—with buildings ; subject to the payment of an annual ground rent of seven dollars in favor of the Hôtel Dieu de Québec, payable on the 29th June.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office,  
Québec, 3th August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Shérif.  
2824

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead at Coaticook

Saint Francis, to wit : } MOISE DANIEL, of the  
No. 4382. } Township of Barnston,

county of Stanstead, clerk, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME LOUISA LAFAYADE, of the township of Barnston, county of Stanstead, marchande publique, wife separated as to property of Joseph Bourque, of the aforesaid township of Barnston, and the said JOSEPH BOURQUE, for the purpose of authorizing his said wife to ester en justice, Defendants.

Seized as belonging to the said Defendant, Dame Louisa Lafayade, the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the township of Barnston, in the county of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Barnston, as the lot number twenty-eight-ten (No. 28-10), in the eleventh range, containing one acre and thirty-two hundredths (1-32), in superficies—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Suzanne de Boundary-Line, on the FIFTEEN day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 12th July, 1899.

[First published, 15th July, 1899.]

Shérif.  
2558

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada,  
Province of Québec,  
District of St Hyacinth.  
No. 248.

} VERTHUME B.  
LEMAY, Plain-  
tiff ; vs JOSEPH  
LARIVIERE, De-  
fendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Judes, on the south concession of the river Salvail, county

district de Saint-Hyacinthe, étant la partie du terrain connu et désigné sous le numéro huit cent soixante et trois, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, renfermée dans les bornes suivantes : en front le chemin public, à la profondeur, le terrain appartenant à Alcidas Delorme, d'un côté le terrain appartenant à Pierre Lafleur, et de l'autre côté le terrain appartenant à Gédéon Larivière—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 31 juillet 1899. 2777  
[Première publication, 5 août 1899.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

(Bref fieri facias de terris émané de la Court de Circuit.)

District de Terrebonne, } JAMES FYFE, De-  
Ste-Scholastique, savoir : } mandeur ; vs DAME  
No 525. } MARCELINE DES-  
JARDINS, Défenderesse.

La jouissance et usufruit, la vie durant, de la défenderesse, d'une terre contenant environ quatre-vingt arpents en superficie, composée des lots connus et désignés sous les numéros quatre cent six, quatre cent sept et quatre cent treize (406, 407 et 413), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Augustin, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de la jouissance et usufruit des immeubles ci-dessus désignés, saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à la porte de l'église catholique du village de Saint-Augustin, dit district, le vingt-septième jour d'avril, en l'année mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu au même endroit, et à la MEME heure, le VINGT - HUITIÈME jour d'AOUT prochain.

LAPOINTE & PREVOST, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 25 juillet 1899. 2683-2  
[Première publication, 29 juillet 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS MARCHAND,  
No 378. } Demandeur ; contre  
FIRMIN NOBERT, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Narcisse, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et seize (276), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de cinquante pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur ; borné en front

and district of Saint Hyacinth, being part and portion of lot number eight hundred and sixty-three, of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Judes, contained within the following boundaries, to wit : in front by the public highway, in depth by the land belonging to Alcidas Delorme, on one side by land belonging to Pierre Lafleur, and on the other side by land belonging to Gédéon Larivière—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Judes, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinth, 31st July, 1899. 2778  
[First published, 5th August, 1899.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

(Writ of fieri facias de terris issued from the Circuit Court.)

District of Terrebonne, } JAMES FYFE, Plain-  
Ste Scholastique, to wit : } tiff ; vs. D A M E  
No. 525. } MARCELINE D E S -  
JARDINS, Defendant.

The enjoyment and usufruct, during the lifetime, of the defendant, of a land containing about eighty arpents in area, made up of the lots known and designated as numbers four hundred and six, four hundred and seven and four hundred and thirteen (406, 407 and 413), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Augustin, in the district of Terrebonne—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the enjoyment and usufruct of the immovables above described seized in this cause which was to have taken place at the door of the catholic church of Saint Augustin, in the said district, on the twenty-seventh day of April, in the year one thousand eight hundred and ninety-eight, at ten o'clock in the forenoon, will take place at same spot, and at the SAME hour, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next.

LAPOINTE & PREVOST, Sheriff.  
Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 25th July, 1899. 2684  
[First published, 29th July, 1899.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } LOUIS MARCHAND,  
No. 378. } Plaintiff ; against  
FIRMIN NOBERT, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Narcisse, known and designated under the number two hundred and seventy-six (276), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Narcisse, containing fifty feet in front by eighty feet in depth ; bounded in front by the by-

par la route conduisant au deuxième rang, en profondeur par le terrain ci-après désigné, au nord-est par François Cossette, et au sud-ouest par Cyrill Hamelin—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Un petit terrain situé en la dite paroisse de Saint-Narcisse, à l'extrémité du dit emplacement sus-décrié, et extrait du lot de terre numéro deux cent soixante et dix-sept (277), sur les dits plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur vingt pieds de profondeur; borné en front par le susdit emplacement, en profondeur et des côtés nord-est et sud-ouest par Gédéon Trudel—avec une écurie et un hangar sus-érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 2 août 1899. 2795  
[Première publication, 5 août 1899.]

road leading to the second range, at the end of the said depth by the lot hereinafter described, on the north east by François Cossette, and on the south west by Cyrill Hamelin—with a house and other buildings thereon erected.

2. A small lot of land situate in the said parish of Saint Narcisse, at the end of the lot above described and taken from lot number two hundred and seventy-seven (277), of the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Narcisse, containing fifty feet in width by twenty feet in depth; bounded in front by the said lot, at the end of the said depth, and on the north east and south west sides by Gédéon Trudel—with a stable and shed thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Thres Rivers, 2nd August, 1899. 2796  
[First published, 5th August, 1899.]

## Avis Divers

### AVIS.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et en corporation sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company (limited) of Montreal."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir, posséder, vendre, louer, exploiter des pouvoirs d'eau y compris les privilèges sur iceux, des propriétés immobilières, des limites à bois, des glissoires par eau ou autrement, ainsi que les privilèges sur icelles et dépendances pour le commerce de bois; des terrains miniers et droits des privilèges de toute sorte dans et sur les propriétés acquises;

D'acquérir, acheter, vendre, importer ou exporter en général des marchandises et des provisions, de manufacturer des billots, de bois de sciage, de poudre ou fleur de bois (*wood-flour*), de bois de pulpe, de pulpe, de papier, et en faire le commerce, d'ériger et exploiter des manufactures de pulpe et de papier, des moulins, et de transiger toutes affaires comme marchands et manufacturiers de bois, de pulpe, de papier et autres articles de toutes sortes concernant toutes telles productions dans ce genre d'affaires;

D'acquérir, développer, louer, vendre des pouvoirs d'eau pour produire l'électricité, pour l'industrie, le transport d'éclairage et la production du carbide de calcium, enfin de manufacturer, acheter, vendre, louer tout ce qui peut produire la force motrice, l'éclairage, le chauffage, etc., et tout ce qui s'y rapporte.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$1,000,000.

5° Le nombre d'action sera de 10,000, et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit: William Currie, manufacturier de papier; Frank Paterson Currie, marchand; James Trail Shearer, marchand de bois;

## Miscellaneous Notices

### NOTICE.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be "The Dufferin Falls Lumber Pulp and Paper Company (limited) of Montreal."

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire and own, sell, lease and deal in water powers, and interests in water powers, real properties and interests in real properties, timber limits, slides, by water or otherwise, and interests in slides and other appurtenances for lumbering, mining lands, and rights or interests of every kind in and to property acquired.

To acquire, buy, sell, and import or export general merchandise and supplies, and manufacture and deal in logs, sawn lumber, wood flour, pulp woods, pulp, and paper, and manufacturers of pulp and paper; and to erect and operate mills and conduct the business of merchants and manufacturers in lumber, pulp, paper, and articles of every kind from such productions and articles in connection therewith.

To acquire, develop, lease, or sell water powers for electrical, industrial, transportation, and lighting purposes, and for the manufacture of carbide of calcium, and to manufacture, buy, sell, or lease anything incidental thereto and in motive powers, lighting, heating, &c.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$1,000,000.

5. The number of shares is to be 10,000, and the amount of each share \$100.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: William Currie, paper manufacturer; Frank Paterson Currie, merchant; James Trail Shearer, lumber

Hon. J. Aldéric Ouimet, juge de la cour du Banc de la Reine ; John Livingstone, comptable, tous de la cité de Montréal, et Thomas E. Fee et Emerson Sandford Fee, de Saint-Hyacinthe, marchands de bois.

7° Les dits requérants sont tous sujets anglais et seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. & A. H. COOK,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 1er août 1899. 2929

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No. 179.

Dame Rosanna Forest, de la cité et du district de Montréal, épouse de Gédéon Forest, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Gédéon Forest, hôtelier, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour d'août 1899.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 3 août 1899. 2837

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Eugénie Leprohon, de la cité et du district de Montréal, épouse de Georges Berlinguette, sculpteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

et  
Georges Berlinguette, sculpteur, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 août 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 2 août 1899. 2841

chant ; honorable J. Aldéric Ouimet, judge of the Court of the Queen's Bench ; John Livingstone, accountant, all of the city of Montreal, and Thomas E. Fee and Emerson Sandford Fee, of Saint Hyacinth, lumber merchants.

7. The said applicants who are all british subjects are to be the first directors of the company.

W. & A. H. COOK,  
Attorneys for applicants.  
Quebec, 1st August, 1899. 2830

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 179.

Dame Rosanna Forest, of the city and district of Montreal, wife of Gédéon Forest, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs  
The said Gédéon Forest, hotelkeeper, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the third of August instant.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 3rd August, 1899. 2838

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Eugénie Leprohon, of the city and district of Montreal, wife of Georges Berlinguette, sculptor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

and  
Georges Berlinguette, sculptor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation from board has been taken in this case on the 2nd of August, 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd August, 1899. 2842

PROVINCE DE QUEBEC.

VILLE DE SALABERRY DE VALLEYFIELD.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Salaberry de Valleyfield, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à la salle des délibérations du conseil de la dite ville, MARDI, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes, réclamations et autres redevances municipales dues à la dite ville, et pour cotisations scolaires dues à la municipalité scolaire de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, à moins que les dites redevances municipales et cotisations scolaires ne soient payées avec les frais encourus, avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF SALABERRY OF VALLEYFIELD.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Salaberry of Valleyfield, that the hereafter mentioned immovables shall be sold at public auction, at the meeting room of the council of the said town, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the morning, for taxes, claims and other municipal dues due to the said town and for school taxes due to the school municipality of the said town of Salaberry of Valleyfield, unless said municipal dues and school taxes, together with the costs then incurred be paid before the sale, to wit :

| Nom du propriétaire.<br>Name of the proprietor. | Qualité.<br>Occupation. | No. du<br>Cadastr.<br>Cadastral<br>number. | Taxes et redevances municip.<br>Municipal taxes<br>and dues. | Cotisations scolaires.<br>School taxes. | Total.   |
|---|-------------------------|--|--|---|----------|
| Succ.—Estate J. Bte Brunet...                   |                         | 284 & 285                                  | \$ 16 12   | \$ 3 00                                 | \$ 19 12 |
| Alphonse Leboeuf.....                           | Journalier—Laborer....  | 350  | 26 56  | .....                                   | 26 56    |
| Toussaint Degré.....                            | Rentier—Gentleman ...   | 44   | 17 38  | 3 25                                    | 20 63    |

Salaberry de Valleyfield, 3 août 1899 3rd of August, 1899.

C. A. LAVIMODIERE,  
Secrétaire-trésorier de la ville de Salaberry de Valleyfield.  
Secretary treasurer of the town of Salaberry of Valleyfield.

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Woodbridge.

½ S. E. du lot 32, du 3e rang, à Dame E. Bourgot, veuve T. Dessaint.

Canton New Richmond.

½ E. du lot 29, du 4e rang, à Chs. Poirier.

Canton Taillon.

3e rang.

Lot 11, à J. B. alias Jos. Gauthier dit Larouche.

Lot 12, à Hyp. Gauthier dit Larouche.

Canton Mésy.

Lot 17, du 2e rang est, à Ferdinand Laprise.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.

Québec, 5 août, 1899.

2833

## DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES MINES.

ORDONNANCE pour fermer le chemin sur les lots 28a et 28b, dans le rang XI de Rawdon :

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, dans le comté de Montcalm, a, le troisième jour de juillet 1899, passé à l'unanimité une résolution demandant au Département de la Colonisation et des Mines, la permission de fermer un chemin sur les lots numéros 28a et 28b, dans le rang XI de Rawdon laquelle résolution a été déposée dans les archives du Département de la Colonisation et des Mines, sous le numéro 2867 des lettres reçues pour l'année 1899.

Attendu que ce chemin n'est plus fréquenté et est devenu inutile.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, sec. 9, ch. 7 des statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par l'acte 52 Victoria, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du Commissaire de la Colonisation et des Mines, vu qu'il a été construit au moyen des deniers du gouvernement.

En conséquence, et pour se conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint Patrick de Rawdon, en ma qualité de commissaire de la Colonisation et des Mines, j'ordonne que le chemin sur les lots numéros 28a et 28b, dans le rang XI de Rawdon, soit fermé, et que le terrain qu'il occupe retourne à son, ou ses anciens propriétaires, ou à leurs successeurs.

ADELARD TURGEON,

Commissaire.

Québec, 3 août 1899.

2843

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe, }  
Dans l'affaire d'Etienne Mignault, commerçant, de  
Saint-Charles, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 23 août 1899, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

J. MORIN,  
Curateur.

Bureau de Bernier & Morin,  
159, rue Grouard.  
Saint-Hyacinthe, 12 août 1899.

2839

## Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Woodbridge.

S. E. ½ of lot 32, of 3rd range, to Mrs. E. Bourgot, widow T. Dessaint.

Township New Richmond.

E. ½ of lot 29, of 4th range, to Chs. Poirier.

Township Taillon.

3rd range.

Lot 11, to J. B. alias Jos. Gauthier dit Larouche.

Lot 12, to Hyp. Gauthier dit Larouche.

Township Mésy.

Lot 17, of 2nd range east, to Ferdinand Laprise.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.

Québec, 5th August, 1899.

2834

## DEPARTMENT OF COLONIZATION AND MINES.

ORDER to close the road on lots Nos. 28a and 28b, in the XIth range of Rawdon :

Whereas the municipal council of the parish of Saint Patrick of Rawdon, in the county of Montcalm, on the third day of July, 1899, unanimously passed a resolution requesting permission of the Department of Colonization and Mines, to close a road on lots 28a and 28b, in the XIth range of Rawdon, which resolution has been filed in the archives of the Department of Colonization and Mines, under No. 2867, of letters received for the year 1899.

Whereas this road is no longer frequented and has become useless.

Whereas in virtue of article 1717, sec. 9, chap. 7, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by the act 52 Victoria, this road cannot be closed without an order from the Commissioner of Colonization and Mines, seeing that it was made by the government.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint Patrick of Rawdon, in my quality of Commissioner of Colonization and Mines, I order that the road on lots Nos. 28a and 28b, in the XIth range of Rawdon, be closed, and that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

ADELARD TURGEON,

Commissioner.

Québec, 3rd August, 1899.

2844

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Saint-Hyacinthe. }  
In the matter of Etienne Mignault, trader, of Saint  
Charles, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 23rd August, 1899, after which date dividend shall be paid at my office.

J. MORIN,  
Curator.

Office of Bernier & Morin,  
159, Grouard street.  
Saint-Hyacinthe, 2nd August, 1899.

2840

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 31*

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ** :—Annexer à Mirabel divers lots de Sainte-Scholastique, 1480.
- AQUEDUC DE GRAND'MÈRE** :—Plan et livre de renvoi déposés, 1481.
- ANNONCEURS** :— *Avis aux* :— Concernant avis, etc., 1479.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :— *Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1483 ; Conseil législatif, 1482.
- CHEMIN FERMÉ** :—Saint-Patrick de Rawdon, 1511.
- EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE**, 1481.
- EXAMEN** :—Candidats pour licence de mesureur de bois, 1481.
- ECOLE DISSIDENTE DISSOUTE** :—Upton, 1481.
- EUSTIS MINING COMPANY** :—Assemblée générale annuelle des actionnaires, 1485.
- FAILLIS** :—Coleman & Co, 1495 ; Crevier, 1495 ; Drouin, 1494 ; Lemay, 1495 ; Lefebvre & frères, 1495 ; McLaurin & Cie, 1494 ; Mignault, 1511 ; Vanier, 1494 ; Weissman, 1495.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** :—Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1489 ; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1490 ; La Cie de conserves alimentaires les Becquets, 1486 ; La Cie de Pulpe de Jonquières, 1491 ; La Société Anonyme de Honfleur, 1490 ; Montreal Dry Plate Coy, 1489 ; Mount Royal Club, 1485 ; The Acton Leather and Shoe Coy, 1487 ; The Beaver Clothing Coy, 1488 ; The Canadian Woollen Mills Co, 1486 ; The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Co., 1509 ; The St-Eustache Canning Coy, 1488 ; The Schloman Manufacturing Co., 1491 ; Yreka Gold Mines Co., 1487.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES** :—The Roxton Novelty Chair Co, 1480.
- LICITATIONS** :—Bell vs Simpson, 1496 ; Boisseau vs Williams, 1496.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Saint-Paul de l'Île aux Noix, 1481.
- PROCLAMATION** :—Convocation des Chambres *pro forma*, 1479.
- RATIFICATIONS** :—Dme Dansereau vs Banque Jacques-Cartier, 1497 ; Three Rivers Iron Works Co., 1492.
- SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Beaulac vs Richard, 1493 ; Berthelette vs Boudrias, 1494 ; Cox vs Evans, 1493 ; Desrochers vs Crevier, 1493 ; Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1494 ; Forest vs Forest, 1510 ; Groulx vs Joron, 1493 ; Lafortune vs Fontaine, 1493 ; Leprohon vs Berlinguette, 1510 ; Winter vs Beaulieu, 1493.
- TERRES DE LA COUURONNE** :— *Avis de cancellation, etc.* :—Cantens, Mesy, 1511 ; New-Richmond, 1511 ; Taillon, 1511 ; Woodbridge, 1511.
- VENTE POUR TAXES MUNICIPALES** :—Ville de Salaberry de Valleyfield, 1510.

*Index of the Quebec Official  
Gazette. No. 31*

- MUNICIPALITY ANNEXED** :—To annex to Mirabel several lots of Sainte Scholastique, 1480.
- AQUEDUC DE GRAND'MÈRE** :—Plan and book of reference deposited, 1481.
- ADVERTISERS** :— *Notice to* :— Respecting notices, etc, 1479.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :— *Notices Respecting the* :— Legislative Assembly, 1483 ; Legislative Council, 1482.
- ROAD CLOSED** :—Saint Patrick of Rawdon, 1511.
- EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA**, 1481.
- EXAMINATION** :— Candidates for licenses as lumber culler, 1481.
- DISSIDENT SCHOOL DISSOLVED** :—Upton, 1481.
- EUSTIS MINING COMPANY** :—General annual meeting of shareholders, 1485.
- INSOLVENTS** :—Coleman & Co, 1495 ; Crevier, 1495 ; Drouin, 1494 ; Lemay, 1495 ; Lefebvre & frères, 1495 ; McLaurin & Co, 1494 ; Mignault, 1511 ; Vannier, 1494 ; Weissman, 1495.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :— Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1489 ; La Cie d'aqueduc de Fraserville, 1490 ; Les Becquets Canning Co, 1486 ; La Cie de Pulpe de Jonquières, 1491 ; La Société Anonyme de Honfleur, 1490 ; Montreal Dry Plate Coy, 1489 ; Mount Royal Club, 1485 ; The Acton Leather and Shoe Coy, 1487 ; The Beaver Clothing Coy, 1488 ; The Canadian Woollen Mills Co, 1486 ; The Dufferin Falls Lumber, Pulp & Paper Co, 1509 ; The St. Eustache Canning Coy, 1488 ; The Schloman Manufacturing Coy, 1491 ; Yreka Gold Mines Co, 1487.
- LETTERS PATENTS GRANTED** :—The Roxton Novelty Chair Co, 1480.
- LICITATIONS** :—Bell vs Simpson, 1496 ; Boisseau vs Williams, 1496.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :—Saint Paul de l'Île aux Noix, 1481.
- PROCLAMATION** :—Parliament convoked *pro forma*, 1479.
- RATIFICATIONS** :— Dme Dansereau vs Banque Jacques Cartier, 1497 ; Three Rivers Iron Works Co., 1492.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :— Dmes Beaulac vs Richard, 1493 ; Berthelette vs Boudrias, 1494 ; Cox vs Evans, 1493 ; Desrochers vs Crevier, 1493 ; Ettenberg vs Pas hink ofs Ry, 1494 ; Forest vs Forest, 1510 ; Groulx vs Joron, 1493 ; Lafortune vs Fontaine, 1493 ; Leprohon vs Berlinguette, 1510 ; Winter vs Beaulieu, 1493.
- CROWN LANDS** :— *Notice of cancellation, etc.* :—Townships Mesy, 1511 ; New Richmond, 1511 ; Taillon, 1511 ; Woodbridge, 1511.
- SALE FOR MUNICIPAL TAXES** :—Town of Salaberry de Valleyfield, 1510.

## VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Gastonguay, failli, 1498.

BEAUCE :—Nadeau vs Pouliot, 1498.

IBERVILLE :—La Société permanente de construction du district d'Iberville vs Brosseau, 1499.

MONTREAL :—Allard vs Roy, 1502 ; Dansereau vs Dme Lamontagne, 1501 ; Dme Armand vs Chartier, 1502 ; Dme Grisé vs Grisé *ès-qual.*, 1500 ; Institution Royale pour l'avancement des sciences vs Guerin, 1499 ; Institution Royale pour l'avancement des sciences vs Rafter, 1500 ; Lefebvre vs Aubry, 1503 ; Lefebvre vs Aubry, 1504 ; Vallières vs Honan, 1501.

PONTIAC :—Russell vs Dme Culleton *et al.*, 1505.

QUEBEC :—Delle Samson vs Dme Lefebvre, 1505 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Boivin, 1506 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Giroux, 1505 ; Lemieux vs Roy, 1505 ; Lemieux vs Roy, 1506.

SAINT-FRANÇOIS :—Daniel vs Dme Lafayade *et al.*, 1507.

SAINT-HYACINTHE :—Lemay vs Larivière, 1507.

TERREBONNE :—Fyfe vs Dme Desjardins, 1508.

TROIS RIVIÈRES :—Marchand vs Nobert, 1508.

## SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Gastonguay, insolvent, 1498.

BEAUCE :—Nadeau vs Pouliot, 1498.

IBERVILLE :—La Société permanente de construction du district d'Iberville vs Brosseau, 1499.

MONTREAL :—Allard vs Roy, 1502 ; Dansereau vs Dme Lamontagne, 1501 ; Dme Armand vs Chartier, 1502 ; Dme Grisé vs Grisé *ès-qual.*, 1500 ; Royal Institution for the advancement of learning vs Guerin, 1499 ; Royal Institution for the advancement of learning vs Rafter, 1500 ; Lefebvre vs Aubry, 1503 ; Lefebvre vs Aubry, 1504 ; Vallières vs Honan, 1501.

PONTIAC :—Russell vs Dme Culleton *et al.*, 1505.

QUEBEC :—Delle Samson vs Dme Lefebvre, 1505 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Boivin, 1506 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Giroux, 1505 ; Lemieux vs Roy, 1505 ; Lemieux vs Roy, 1506.

SAINT FRANCIS :—Daniel vs Dme Lafayade *et al.*, 1507.

SAINT HYACINTH :—Lemay vs Larivière, 1507.

TERREBONNE :—Fyfe vs Dme Desjardins, 1508.

THREE RIVERS :—Marchand vs Nobert, 1508.

